

le prolétaire

M2414 - 497 - 1 € organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 497
Juil.-Août-Sept.-Oct. 2010
47^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- La grande crise
- Seule la lutte de classe anticapitaliste peut faire échec à l'attaque contre les retraites !
- Les mesures anti-ouvrières du gouvernement socialiste espagnol
- Martin Axelrad
- La Russie brûle
- Le gouvernement accroît la répression et attise le racisme les travailleurs doivent répondre par la solidarité et la lutte de classe !

Le collaborationnisme politique et syndical en action pour empêcher la défense des retraites

L'éditorialiste d'un quotidien patronal écrivait le 30 septembre que «l'opinion publique» était «interloquée de voir les syndicats renoncer à pousser leur avantage» (1); et il expliquait à ses lecteurs bourgeois sans doute perplexes qu'il n'y allait pas avoir de grève reconductible, parce que «les grandes confédérations syndicales en ont peur», même si «de plus en plus nombreux étaient les manifestants désireux de franchir un nouveau cran dans la mobilisation». Selon lui, trois raisons expliqueraient l'attitude des syndicats: ils auraient peur de l'échec d'un mouvement de grève reconductible, ils redouteraient le danger de coupure entre travailleurs du public et du privé en cas de grève, et ils craindraient de perdre le contrôle d'un mouvement dont ils «n'attendent plus vraiment qu'il débouche sur des concessions de la part du pouvoir», avec le risque de «renforcer les organisations extrémistes comme SUD-rail». L'éditorialiste n'a pas pris la peine de préciser que ces «extrémistes» font partie depuis deux ans de l'intersyndicale dont il loue le «comportement responsable adopté depuis le début du mouvement»...

La réalité est que les grandes confédérations syndicales, en France comme ailleurs (voir l'article sur l'Espagne), sont des organisations **collaborationnistes** dont la raison d'être - et plus trivialement le financement par le réseau des institutions de la collaboration entre les classes - est de ne soutenir les revendications prolétariennes que dans la stricte mesure où elles ont compatibles avec les exigences de l'économie et de l'entreprise capitalistes.

Chacune de ces confédérations occupe sans doute un créneau particulier, correspondant aux catégories de salariés à laquelle elle s'adresse; la CFDT est la première à reprendre ouvertement les exigences bourgeoises alors que la CGT est obligée de se montrer un peu plus revendicative en paroles; quant aux syndicats plus petits comme SUD (Solidaires) qui regroupe des éléments critiques par rapport à la CFDT et à la CGT, ils doivent tenir un discours combatif. Mais tous s'emploient dans les faits à éviter que n'éclate une lutte réelle.

Il est vrai que Solidaires a dernièrement

(Suite en page 5)

LE CAPITALISME MONDIAL AU TOURNANT DE LA CRISE (2)

MUTATIONS DES RAPPORTS DE FORCE INTER-IMPÉRIALISTES MONDIAUX

Lorsque les autorités japonaises ont publié à la mi-août 2010 les chiffres du PIB (Produit Intérieur Brut) nippon au deuxième trimestre, le monde s'est aperçu qu'ils étaient inférieurs à ceux chinois: l'économie chinoise, selon ce critère [1], venait donc de devenir la deuxième du monde en dépassant l'économie japonaise, et tout indique que ce résultat se verra confirmé pour toute l'année 2010. Certaines informations préliminaires de l'Agence Internationale de l'Energie indiquent en outre qu'elle est vraisemblablement devenue la première consommatrice d'énergie dans le monde [2].

A la fin 2009, le gouvernement de Pékin avait déjà triomphalement annoncé que la Chine, supplantant l'Allemagne, avait accédé au rang de premier exportateur mondial; dix ans auparavant, elle ne se situait qu'au neuvième rang.

Sans doute les effets de la crise économique en 2008 et 2009 expliquent une partie de ces changements, les exportations chinoises en 2009 par exemple ayant moins reculé (-16%) que les exportations allemandes (-18%), américaines (-18%) et surtout japonaises (-30,8%). Cependant cette progression des exportations chinoises est une tendance de longue durée, qui illustre la croissance économique de ce pays.

En 1999, les Etats-Unis étaient les premiers exportateurs mondiaux de marchandises; en 2003 l'Allemagne leur ravissait la

première place, alors que la Chine ne cessait de progresser. Plus précisément, les dix plus grands pays exportateurs étaient en 1999 les suivants, dans l'ordre: Etats-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Canada, Italie, Pays-bas, Chine et Belgique. En 2009 nous avions: Chine, Allemagne, Etats-Unis, Japon, France, Pays-Bas, Italie, Belgique, Corée du Sud (au douzième rang dix ans plus tôt) et Grande Bretagne: l'ancien «des-

pote du marché mondial» était ainsi relégué à la queue du classement.

Au cours de la dernière décennie, les exportations chinoises ont augmenté de 20%, celles de l'Inde (qui se situe encore loin des premiers exportateurs) de 16% et celles de la Corée du Sud de 9,7%, alors que les américaines n'ont progressé que de 4,3% et celles du Japon de 3,3% (soit moins que des pays européens comme les Pays-Bas: 8%, l'Allemagne: 7,5%, l'Italie: 5,7% ou même la France: 4,6%) [3].

LA CHINE, NOUVEL «ATELIER DU MONDE» ?

Les médias affirment couramment que la Chine est l'«atelier du monde», lui appliquant l'appellation qui était utilisée pour la Grande-Bretagne au dix-neuvième siècle et que Marx lui-même n'hésitait pas à employer. Quelle réalité y a-t-il vraiment derrière ce cliché?

Jetons d'abord un coup d'oeil vers le passé. Marx écrivait en 1858 que la Grande-Bretagne (qui, la première, avait connu la révolution industrielle) jouissait d'une «situation de monopole qui en fait l'atelier du monde» [4], son industrie produisant des marchandises pour le monde entier; mais il ajoutait aussi que le capitalisme britannique savait lui-même cette situation en exportant ses capitaux; il fournissait également ses futurs rivaux en machineries et équipements avec lesquels ceux-ci développaient leur propre industrie. En 1870 la

Grande-Bretagne produisait encore 53% du fer mondial, 50% de son charbon et consommait presque 50% du coton produit dans le monde; on estime qu'elle représentait presque 32% de la production industrielle mondiale et qu'elle assurait près du quart du commerce mondial. Elle était alors à l'apogée de sa puissance économique. Cependant derrière elle se profilait un concurrent dynamique (bien qu'encore peu présent sur le marché mondial), qui avait été le premier client des équipements britanniques: les Etats-Unis avec 23% de la production industrielle de la planète. Ils étaient suivis par l'Allemagne (13%), puis par la France, distancée à 10%. La Russie était à 3,7%, la Belgique à 2,9%, l'Italie à 2,4%, les autres pays ayant des quantités négligeables.

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga

Les buts des communistes

Cet article a paru le 29 février 1920 sur les colonnes d'«Il Soviet», organe de la «Fraction Communiste Abstentionniste» du Parti Socialiste Italien. A cette époque le PSI, qui avait adhéré à l'Internationale Communiste, était dirigé par son aile gauche qui s'appelaient «maximaliste». Traditionnellement dans les partis sociaux-démocrates le programme dit «maximal» était celui du but final, du socialisme; il était réservé aux grands discours des jours de fête tandis qu'il existait un programme dit «minimal» portant sur des améliorations et des réformes réalisables car compatibles avec le capitalisme; ce programme minimum constituait le véritable programme d'action de ces partis réformistes. Et bien qu'elle affirmait vouloir lutter pour le programme maximal, la tendance majoritaire dans le parti restait en réalité sur le terrain de la lutte pour des

réformes: elle appartenait à cette variété particulière du réformisme que les bolcheviks appelèrent «centrisme» - révolutionnaires en paroles, réformistes en fait. Afin de constituer un véritable parti communiste, la Gauche communiste s'était organisée en fraction et elle menait une lutte théorico-politique contre la confusion régnant dans le PSI (1).

Les perspectives fondamentales que rappelle l'article n'ont pas changé après 90 ans; elles indiquent une ligne invariante qui ne peut être modifiée malgré tous les «innovateurs», tous les tenants d'un «socialisme du vingt-et-unième siècle» qui prétendent découvrir des voies nouvelles alors qu'ils ne font que suivre les vieux sentiers battus des révisionnistes et des traîtres de toujours, des «centristes» d'hier et d'aujourd'hui.

La révolution socialiste a lieu lorsque, au sein de la société capitaliste, le conflit entre producteurs et rapports de production est devenu intolérable et qu'il existe des forces tendant à instaurer un nouveau système de rapports.

Cette tendance révolutionnaire se heurte à la force armée, dont les institutions politiques centralisées dans l'Etat bourgeois régulent l'organisation et le fonctionnement, et par laquelle la classe dominante empêche que les rapports existants - qu'elle a intérêt à conserver - ne soient modifiés.

Pour que la révolution puisse accomplir sa tâche économique, il est nécessaire d'abat-

tre d'abord le système politique qui centralise le pouvoir; l'unique moyen dont dispose la classe opprimée pour cela, c'est de s'organiser et de s'unifier en parti politique.

Le but historique des communistes est précisément la formation de ce parti et la lutte pour la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Il s'agit de libérer les forces latentes capables d'engendrer le nouveau système économique, sur la base des progrès de la technique productive, forces qui sont aujourd'hui comprimées par la structure politique du capitalisme.

La tâche qui est la raison d'être du parti communiste est donc caractérisée par deux principes fondamentaux:

1) l'**universalité**, car il comprend le plus grand nombre possible de prolétaires et il agit au nom de la **classe** et non pour des intérêts catégoriels ou locaux de groupes de travailleurs;

2) l'**attachement au but final**, au programme maximum, car il vise un résultat qui n'est pas immédiat et qui ne peut être atteint graduellement.

Sans doute la société bourgeoisie fournit-elle au cours de son évolution des solutions partielles à des problèmes particuliers, mais elles n'ont rien à voir avec la solution finale et intégrale poursuivie par

(Suite en page 3)

LE CAPITALISME MONDIAL AU TOURNANT DE LA CRISE (2)

(Suite de la page 1)

A la veille de la première guerre mondiale, si la Grande-Bretagne détenait encore la part la plus importante du commerce mondial (16%, contre 13,8% à l'Allemagne, 11,5% aux Etats-Unis, 10% à la France) elle avait définitivement perdu sa place d'*atelier du monde*; elle ne représentait plus que 13,6 % de la production industrielle mondiale contre 32% aux Etats-Unis qui avaient pris la première place dans les dernières années du dix-neuvième siècle; mais elle venait aussi d'être doublée par l'Allemagne (14,8%), la Russie où fermentait la révolution anti-tsariste ayant elle-même dépassé l'impérialisme français, l'*«usurier du monde»*: respectivement 8,2 % et 6,1%; venaient derrière, l'Italie à 2,5%, devant un nouveau venu qui avait démontré sa force militaire face à la Russie, le Japon à 2,4% [5].

La puissance américaine allait être très fortement amplifiée par les conséquences de la première, puis de la deuxième guerre mondiale qui furent un gigantesque *business*; l'impérialisme yankee assurait fermement non seulement sa prédominance économique et commerciale, mais aussi, en conséquence, son hégémonie politique et militaire sur une bonne partie du monde tout au long du vingtième siècle, pour une durée et à un degré inconnus par le vieil impérialisme britannique. En 1945, au sortir du conflit, les Etats-Unis, à qui la guerre n'avait causé aucune destruction de l'appareil productif, assuraient environ la moitié de la production industrielle mondiale.

Mais même après la reconstruction et le redémarrage des économies des pays ravagés par la guerre, ils ont longtemps conservé une part prépondérante de cette production; c'est ainsi qu'en 1953, ils représentaient encore 44,7% de la production industrielle mondiale, suivis par l'Union Soviétique (10,7%) et la Grande-Bretagne (8,4%). L'Allemagne était à 5,9%, la France à 3,2%, le Japon à 2,9, l'Italie à 2,3%, à égalité avec la Chine. Mais la part des Etats-Unis dans les exportations mondiales ne s'élevait qu'à 18,8% (alors que la part de l'Europe occidentale était de 39,4%); leur marché intérieur était pour eux de loin le plus important.

Les décennies qui ont suivi virent un lent mais inexorable déclin de l'écrasante supériorité économique américaine, à mesure que progressaient rapidement les impérialismes concurrents, européens et japonais.

En 1980 la part des Etats-Unis dans l'industrie mondiale est ainsi redescendue pratiquement au niveau de 1913: 31,5%. La seconde puissance industrielle est toujours l'URSS, à 14,5%; elle n'a bien sûr pas réalisé le socialisme ni même économiquement dépassé l'Amérique comme l'avait promis Kroutchev dans les années cinquante. En effet le Japon est devenu la deuxième puissance économique mondiale en termes de PIB et il s'est hissé à la troisième place de la production industrielle internationale avec 9,1%, suivi par l'Allemagne (5,3%), la Chine (5%), la Grande-Bretagne (4%), la France (3,3%), l'Italie (2,9%). Le Japon s'est lancé avec vigueur à la conquête du marché mondial; rien ne semble devoir l'arrêter et les médias américains et européens se font de plus en plus l'écho des craintes de leurs industriels devant la «menace» constituée par le flot sans cesse croissant des marchandises nippones. En Chine, le gouvernement vient d'inaugurer, fin 1978, son grand tournant en faveur de la libéralisation économique et de l'économie de marché [6].

Dix ans plus tard, l'URSS se débat dans une profonde crise alors que le Japon a continué son ascension. Les principales puissances industrielles mondiales se classent en 1990 de la façon suivante: les Etats-Unis à 28%, sont talonnés par le Japon à 22%. L'Allemagne représente 12% de la production industrielle mondiale, suivie par l'Italie (6,6%), la Grande-Bretagne et la France étant ensuite pratiquement au même niveau (5,7%). La Russie, tombée à 3,3%, est passée derrière

la Chine (4%) - la chute du rouble accentuant sans doute le recul russe dont la cause principale est la grave crise économique qui conduit à la dislocation de l'URSS. Il faut remarquer que les pays européens (on peut aussi noter la part de l'Espagne: 3%) ont fait mieux que résister au déclin qui touche l'Oncle Sam puisqu'ils ont réussi à augmenter leur part de la production industrielle mondiale; la Chine stagne encore, bien que les entreprises privées s'y développent de plus en plus, au détriment des grandes entreprises d'Etat.

Arrivons maintenant à la situation actuelle. Les services de l'ONU, qui sont la principale (ou plutôt la seule) source en matière de comparaison internationale, ne fournissent plus de données sur la production industrielle dans le monde, mais sur le critère beaucoup plus confus de la «valeur ajoutée dans l'industrie» [7]. Il n'est pas possible de faire des comparaisons précises avec les données précédentes.

Selon ce critère, les Etats-Unis étaient toujours en 2008 (derniers chiffres disponibles) la plus grande puissance industrielle (24% du total mondial); mais un puissant nouveau-venu est apparu au cours de ces 18

PRODUCTION D'ACIER ET CRISES

Quelques chiffres vont illustrer la montée en puissance du nouveau géant asiatique.

Pour ne pas alourdir démesurément cet article, nous nous contenterons d'examiner la production d'acier, mais en nous y attardant un peu. Il s'agit en effet d'un indice classique du développement de la production et de l'industrie d'un pays et de l'évolution des rapports de force économique entre les grands impérialismes. L'acier est utilisé aussi bien pour les boîtes de conserve, la construction ou les automobiles que pour les armements. Le parti a consacré plusieurs travaux à l'étude des variations de la production sidérurgique des divers pays et à ses rapports avec le déclenchement des grands conflits mondiaux [8].

La période dite de la «guerre froide» avait été marquée par une course à la première place des producteurs d'acier entre les Etats-Unis et l'URSS; celle-ci finissant par l'emporter en 1974, au moment où éclate la grave crise économique qui met fin aux fameuses «trente années glorieuses» d'expansion économique d'après la deuxième guerre mondiale, selon l'expression des économistes bourgeois: 136 millions de tonnes contre 132 aux Etats-Unis et 119 au Japon. Les autres pays qui se rangent parmi les 10 plus grands producteurs d'acier sont: L'Allemagne avec 53 millions de tonnes, la France 27, la Chine 26, l'Italie 23, la Grande-Bretagne 22, la Pologne 13 et la Tchécoslovaquie 12,7.

5 ans plus tard, à la veille de la crise économique suivante, l'économie internationale a fini par reprendre sa croissance, quoique à un rythme ralenti. En 1979 les dix premiers producteurs mondiaux sont dans l'ordre: l'URSS (149 millions de tonnes), les Etats-Unis (123), le Japon (111), l'Allemagne (43), la Chine (37), l'Italie (26), la France (23), la Pologne (19), le Brésil (15), la Tchécoslovaquie (14). Les pays capitalistes occidentaux et japonais n'ont pas réussi à revenir au niveau de 1974 (la Grande-Bretagne se trouvant reléguée au douzième rang mondial, après l'Espagne) et la forte récession de 1980-82 aura des retentissements importants; mais la hiérarchie internationale des pays industriels ne connaît pas encore de grandes mutations. Le prétendu «camp socialiste» paraît solide et même blindé par rapport aux crises économiques qui semblent ne frapper que les pays occidentaux.

Faisons un bond de dix ans; en 1990, alors que l'Union Soviétique est sur la point de s'écrouler et que le monde plonge vers une nouvelle récession internationale, nous avons le classement suivant: l'URSS est toujours, et largement, en tête avec 154 millions de tonnes d'acier produites dans l'année; la quantité a sans doute diminué par rapport à

années et il a connu une croissance fulgurante: la Chine, qui se situe à 18% (après s'être hissée à 6% en 1995, 10% en 2000, 13% en 2005, etc.). Le Japon, qui a culminé en 1995 à 26%, ne représente plus que 14% du total mondial. Nous avons ensuite l'Allemagne (10%), loin devant l'Italie (5%), la Grande-Bretagne (4,2%), la France (4%), la Russie (3,3%), le Brésil (3,1%) et la Corée (3%). Pour ce qui concerne l'*«industrie manufacturière»* (l'industrie proprement dite, en excluant le secteur des mines et de l'énergie), les écarts sont plus faibles: les Etats-Unis sont à 18%, la Chine à 15,6% et le Japon à 15,4%.

Bref, la Chine aujourd'hui n'est donc pas du tout l'*«atelier du monde»* comme l'ont été à tour de rôle les Etats-Unis et la Grande-Bretagne; cela n'empêche pas que les plaintes des capitalistes européens et américains face ce nouveau concurrent sont aussi bruyantes que celles qui retentissaient il y a vingt ans devant le concurrent japonais. A nouveau la presse américaine s'inquiète du risque que les Etats-Unis perdent leur prédominance industrielle détenue depuis plus d'un siècle et, pire encore, que leur économie dans son ensemble passe au deuxième rang d'ici quinze ou vingt ans.

son pic historique de 1988 (163 millions de tonnes), mais le pays étouffe sous le poids de la surproduction métallique.

Le Japon est en deuxième position à 110 millions, suivi par les Etats-Unis qui sont descendus à 89 millions (soit à un niveau guère plus élevé que celui de... 1948). La Chine s'est hissée au quatrième rang avec 66 millions de tonnes, précédant l'Allemagne (38,4), l'Italie (25), la Corée (23), le Brésil (20), la France (19) et la Grande-Bretagne (18), qui profite de la chute de la Pologne et de la Tchécoslovaquie pour revenir parmi les dix premiers, réussissant à doubler l'Espagne au passage. Les pays industriels occidentaux et le Japon sont encore sensiblement au-dessous des niveaux de 1974, à l'exception de l'Italie, et surtout de l'Espagne qui a repris une croissance continue après une courte baisse en 1975-1976.

Arrivons maintenant à la veille de la récession du début du vingt-et-unième siècle; la bulle des «nouvelles technologies» n'a pas encore éclaté et les attentats du World Trade Center n'ont pas encore eu lieu; nous sommes toujours dans l'euphorie de la «nouvelle économie» qui, selon les propagandistes du capitalisme, aurait fait disparaître les crises; mais les bouleversements qui ont eu lieu dans notre classement des producteurs d'acier témoignent des mutations qui se sont produites dans les rapports de force entre les impérialismes, à commencer par la disparition de l'URSS.

Le premier producteur mondial d'acier est en effet en l'an 2000 la Chine avec 127 millions de tonnes, devant le Japon à 106 millions et les Etats-Unis à 101 millions. Suivent de loin la Russie (59), l'Allemagne (46), la Corée (43,7), l'Ukraine (31), le Brésil (27), l'Inde (26,9), l'Italie (26,7). La Chine a détrôné en 1996 le Japon, qui n'aura été le plus gros producteur mondial d'acier que pendant quelques années, sa production stagnant depuis une décennie.

Signe d'un regain de vitalité industrielle, les Etats-Unis, par contre, ont vu leur production augmenter pendant ces 10 ans de presque 13% bien qu'elle reste toujours très inférieure à celle de 1974; en Europe, la production allemande a augmenté de plus de 7%, celle de l'Italie de 6%, celle de la France, qui avec 20 millions de tonnes ne fait plus partie des 10

premiers producteurs mondiaux, a tout de même augmenté de 5%, alors que la production britannique a reculé de 15%. La plus forte hausse de la production en Europe est celle de l'Espagne avec 16% qui lui permet de dépasser à nouveau la production britannique (15,8 millions contre 15,1).

Mais ces variations sont peu de choses par rapport aux progressions de nouveaux pays: sur la même période la production brésilienne progresse de 25%, celle de l'Inde de 79%, celle de la Corée de 90% et bien sûr celle de la Chine bat tous les records avec une augmentation de 92%. Il faut aussi signaler dans la même tendance l'augmentation de la production turque (54% avec 14 millions de tonnes) et surtout celle de la production mexicaine: 80% avec 15,6 millions de tonnes d'acier. L'industrialisation s'étend maintenant à vive allure à des pays longtemps relégués à la périphérie du monde capitaliste.

Venons en à présent à la situation actuelle, ou plutôt à celle qui a précédé immédiatement la crise actuelle. Nous prenons en effet en compte les chiffres de 2007, la production mondiale d'acier ayant commencé à baisser, mais de façon inégale et différenciée géographiquement, à partir de mai-juin 2008 jusqu'en avril 2009: une baisse de près de 25%, sans précédent depuis la dernière guerre mondiale, qui a débuté dans les grands pays capitalistes, épice de la crise économique, où elle a atteint les 50%, avant de gagner toute la planète.

Lors de la crise des années trente, la baisse de la production mondiale d'acier avait été ininterrompue pendant 3 ans, jusqu'à 1932 où elle était de 58% inférieure au record de 1929; à cette époque, seule une petite poignée de pays produisait de l'acier. C'est ce qui a fait dire à de nombreux économistes: «la différence avec 1929, c'est qu'aujourd'hui nous avons la Chine!». Il est vrai que dans la crise actuelle la chute de la production des grands pays a été moins longue mais plus brutale qu'alors, tandis que la production chinoise n'a baissé que de 4% et qu'elle a recommencé à augmenter dès 2009, tandis que les pays occidentaux et le Japon étaient encore en plein marasme.

Revenons à 2007; la domination chinoise dans la production d'acier est écrasante, avec 489 millions de tonnes, soit un véritable **bond en avant** de 380% en 7 ans! C'est une quantité qui correspond à celle de toute la production mondiale en 1967. Le Japon vient ensuite à 120 millions (13% d'augmentation) tandis que les Etats-Unis sont redescendus à 98,5 millions (-2,5%). Les suivants sont la Russie en nette progression à 72,4 (+22%), l'Inde en plein boom à 53 (97% de hausse!), la Corée à 51,5 (+18%), l'Allemagne à 48,6 (+2,3%), l'Ukraine à 42,8 (+38%), le Brésil à 33,8 (+25%) et l'Italie à 31,5 (+18%). Nous devons aussi noter, au onzième rang, la forte poussée turque avec 25,8 millions de tonnes (+84%), le Mexique, dans l'orbite américaine, voyant sa progression se ralentir (+13%).

En ce qui concerne les autres pays européens, l'Espagne est toujours en hausse (19 millions de tonnes, soit 20% d'augmentation) alors que la France recule (19,2 millions, -4%) de même que la Grande-Bretagne (14,3 millions, -5%).

Produisant 35% de l'acier coulé sur la planète (autant en un mois que l'Allemagne en une année) et reléguant les autres producteurs à la portion congrue: 9% pour le Japon, 7% pour les Etats-Unis, 5% pour la Russie, 4% pour l'Inde, si la Chine n'est pas l'*«atelier du monde»*, elle est bel et bien devenue l'*«aciérie du monde»* [9]!

LA DOMINATION DU CAPITAL ÉTRANGER

La structure des exportations chinoises s'est modifiée au cours des années, à mesure que se développait la puissance de son industrie. Alors qu'il n'y a pas si longtemps elle exportait avant tout des produits textiles et des vêtements à bas prix, ce sont maintenant des ordinateurs ou des machines qui sont de

plus en plus ses produits phares à l'export. C'est là un trait typique du capitalisme qui se développe d'abord dans ce qu'on appelle l'*«industrie légère»* et la production de biens de consommation; puis, au fur et à mesure de son développement la part de l'industrie lourde et de la production de

biens de production devient de plus en plus importante.

L'industrie textile était l'industrie la plus importante en Chine au moment où les armées de Mao prirent le pouvoir (comme elle l'était en Angleterre dans la première moitié du dix-neuvième siècle), mais pendant la période maoïste les exportations textiles chinoises sur le marché mondial subirent comme toutes les autres exportations une réduction drastique.

Les réformes économiques de la fin des années soixante-dix donnèrent un coup de fouet aux échanges économiques avec le reste du monde; la part de la Chine dans les échanges mondiaux passa ainsi de 1% en 1980 à plus de 8% en 2008. Les exportations passèrent de 14 milliards de dollars en 1979, à 1218 milliards en 2007. L'industrie textile et de la confection fut le premier bénéficiaire de ce tournant; en quelques années les exportations de textiles chinois l'emportèrent sur ceux des autres pays en développement, où cette industrie, quittant les vieux pays capitalistes, s'était largement concentrée, pour atteindre leur pic en 1985. L'industrie de la confection, qui requiert davantage d'activité industrielle, continua proportionnellement à croître et en 1994 la Chine devint le premier exportateur mondial de vêtements. Cette année-là les secteurs du textile, de la confection, du cuir, des jouets, etc., représentaient plus de 34% des exportations chinoises, tandis que celui des équipements mécaniques et électriques n'en représentait que moins de 13%. Aujourd'hui la Chine est toujours le premier exportateur mondial du textile et de l'habillement (réalisant 23% des exportations mondiales de textile et 33% des exportations de vêtement en 2007), mais désormais les équipements mécaniques et électriques constituent près de 60% de ses exportations.

Elle est désormais le premier producteur mondial d'électroménager, de composants électroniques, de matériaux de construction, le deuxième producteur dans la chimie, etc.

Si l'on considère une production aussi emblématique du capitalisme moderne que celle de véhicules, officiellement considéré comme un «secteur-clé» par les autorités de Pékin [10], on constate qu'en 2007 la Chine était le troisième producteur mondial; toutes catégories confondues (soit véhicules utilitaires et automobiles), le Japon était le premier producteur avec 11,6 millions de véhicules (dont 10 millions d'automobiles), suivi par les Etats-Unis avec 10,8 millions (dont 4 millions d'autos), la Chine avec 8,9 millions (dont 6,3 d'autos), l'Allemagne avec 6,2 millions (5,7), la Corée avec 4 millions (3,7), la France avec 3 millions (2,5), le Brésil avec 2,9 millions (2,3), l'Espagne avec 2,8 (2,2), le Canada avec 2,6 (1,3), l'Inde avec 2,2 (1,7). Dix ans plus tôt, la Chine n'était qu'au dixième rang avec seulement 1,6 millions de véhicules produits! Cependant, la première entreprise automobile chinoise, FAW, n'était en 2007 qu'au vingtième rang mondial des producteurs avec 600.000 véhicules produits: c'est l'américain General Motors qui produisait et vendait le plus de véhicules en Chine, les constructeurs étrangers dans leur ensemble détenant 70% du marché...

Cet exemple illustre une caractéristique peu connue mais très importante de l'économie chinoise actuelle: la **domination du capital étranger** sur les secteurs les plus dynamiques et les plus productifs de l'industrie. Selon un expert du gouvernement chinois commentant avec une satisfaction teintée d'amertume la nouvelle que la Chine était le premier exportateur mondial: «environ 83% des produits de haute technologie et 75% des produits électroniques exportés ont été fabriqués dans les entreprises à capitaux étrangers» [11].

Les statistiques officielles chinoises illustrent cette domination [12]; en 1986 les entreprises à capitaux étrangers étaient à l'origine de 5,6% des importations et de 1,8% des exportations du pays; en 2007 les pourcentages étaient de 57,8% des importations et de 57,1% des exportations: **plus de la moitié** du commerce extérieur chinois est en fait l'oeuvre de filiales de firmes étrangères!

Mais il ne s'agit pas que du commerce; en 1990 les entreprises à capitaux étrangers étaient responsables de 2% de la production industrielle chinoise totale. En 2007 elles réalisaient 31% de cette production. Sans doute ce pourcentage est-il en diminution depuis 2003 où il avait atteint presque 36%; mais, lors qu'on considère en outre qu'une partie des entreprises à capitaux purement chinois sont des sous-traitants d'entreprises étrangères, il est incontestable que l'industrialisation et surtout la progression du commerce extérieur chinois dépend pour une part significative du capital international. Les entreprises étrangères assureraient même 40% du PIB chinois [13].

Au cours des dernières décennies, les autorités de Pékin ont délibérément décidé de faire appel aux investissements étrangers, d'abord dans des «zones spéciales», puis dans tout le pays, pour faire décoller la croissance économique, la faiblesse du capital indigène ne laissant pas d'autre choix. Il est bien enterré le vieux slogan maoïste «*compter sur ses propres forces*»...

A cet égard, une autre caractéristique significative du commerce extérieur à relever est l'importance des «*processing exports*», c'est-à-dire de l'exportation de marchandises produites (ou assemblées) à partir de pièces détachées ou de composants importés.

Plus de la moitié du total des exportations font en effet partie de cette catégorie, ce pourcentage se montant à 85% pour les entreprises à capitaux étrangers; ce taux est nettement plus élevé pour les exportations de matériel électronique et pour les biens d'équipements, que pour le textile, l'acier ou la chimie où les entreprises étrangères sont peu présentes. Le capitalisme chinois ne maîtrise donc que partiellement, et même pas du tout pour ce qui est des secteurs dits de «haute technologie», les filières de production des marchandises exportées par son pays. Classiquement, des entreprises à capitaux étrangers y importent des composants et des pièces détachées des pays asiatiques voisins, pour y faire produire à bas coût par des ouvriers chinois exploités de façon bestiale, des marchandises qui sont ensuite exportées vers les pays capitalistes développés, y compris vers ceux d'où sont issus ces capitaux.

Les médias ont relevé que la nouvelle selon laquelle l'économie de la Chine allait dépasser celle du Japon, n'avait pas suscité d'émotion dans ce pays. Ce n'est pas seulement parce que les capitalistes japonais sont alléchés par le marché chinois, mais aussi et peut-être surtout parce que la délocalisation d'une partie de leur production dans ce pays a représenté pour nombre d'entre eux un véritable ballon d'oxygène; les bas coûts de production, à commencer par ceux de la main d'oeuvre, leur ont permis de trouver une échappatoire à la baisse de leur taux de profit: «la possibilité d'assembler leurs produits à bas prix en Chine a donné un nouveau souffle de vie à beaucoup de compagnies japonaises», écrit un quotidien financier [14].

Depuis le début des années 90 le flux d'investissement direct étranger en Chine, favorisé par des incitations gouvernementales, a connu une très forte progression, au point que la pays est devenu la deuxième destination des investissements extérieurs dans le monde, après les Etats-Unis. Près de 70% des ces investissements ont eu lieu dans l'industrie et un peu moins de 25% dans

l'immobilier (qui est depuis quelques années le deuxième moteur de la croissance économique chinoise). Les premiers investisseurs sont, selon les statistiques officielles, Hong Kong, des paradis fiscaux, le Japon, les Etats-Unis, Taiwan et la Corée du sud. Hong Kong et les paradis fiscaux (Îles Vierges, Îles Caïman, etc) sont des relais utilisés par des capitalistes d'autres pays, ou même des capitalistes chinois.

L'importance prise par le capital étranger dans l'industrie chinoise n'est sans doute que transitoire; les capitalistes étrangers se plaignent régulièrement qu'après avoir investi en Chine, ils se retrouvent en quelques années face à des concurrents chinois pour les marchandises qu'ils produisent. Ils sont dans la situation des capitalistes britanniques du dix-huitième siècle qui ont financé et équipé leurs concurrents, ou des capitalistes américains de l'après dernière guerre qui ont financé le relèvement des impérialismes européens et japonais.

Mais en attendant, l'importance actuelle du capitalisme étranger dans l'économie ne peut manquer d'avoir de profondes conséquences, y compris sur la politique du pays.

OÙ VA LA CHINE ?

La Chine est présentée dans les médias comme la nouvelle puissance objectivement destinée à arracher aux Etats-Unis la domination économique mondiale. A-t-elle plus de chance de réussir que les candidats précédents, le Japon et la Russie?

Par rapport à ces derniers elle dispose de l'avantage de sa masse énorme de population, qui représente un formidable réservoir de main d'oeuvre et, potentiellement, un gigantesque marché intérieur. Mais, en dépit de ses impressionnantes performances économiques que nous avons brièvement illustrées, elle est encore loin d'avoir surmonté une profonde arriération économique. Le PIB par habitant peut être considéré comme un indice, grossier sans doute mais cependant significatif, du développement capitaliste d'un pays; celui de la Chine se situe autour du centième mondial [15]. La partie la plus importante de la population active est encore employée dans l'agriculture (plus de 40%), et souvent presque en dehors des circuits monétaires et du marché.

Cela signifie qu'il reste encore un énorme chemin pour qu'elle se trouve réellement au niveau des grandes économies, aux grands **impérialismes**, qui dominent la planète. Et sur ce chemin elle se heurtera inévitablement à ces derniers; d'ores et déjà ses besoins toujours croissants en matières premières et en énergie la font entrer en conflit avec les impérialismes déjà établis, de l'Iran (qui est maintenant son premier fournisseur en pétrole) à l'Afrique et à l'Amérique Latine. Pour «sécuriser» des voies d'approvisionnement et plus généralement défendre ses intérêts, elle s'est engagée dans un vaste programme d'armement et de modernisation d'une armée pléthorique mais très mal équipée; les dépenses militaires chinoises sont devenues les deuxièmes du monde (mais très loin de celles des Etats-Unis) [16], provoquant l'alarme de ses voisins, Japon et Inde.

Cependant bien avant d'en arriver à une confrontation militaire, les heurts d'intérêts

(Suite en page 4)

Amadeo Bordiga

Les buts des communistes

(Suite de la page 1)

le parti communiste.

Même l'intérêt des prolétaires, lorsqu'il s'agit d'un intérêt contingent et limité à des groupes plus ou moins vastes, peut, dans une certaine mesure, se satisfaire au sein du monde bourgeois.

La conquête de ces solutions particulières n'est pas l'affaire des communistes. C'est une tâche dont se chargent spontanément d'autres organisations du prolétariat, comme les syndicats, les coopératives, etc...

Le parti communiste n'intervient dans ces conquêtes partielles que pour ramener l'attention des masses sur le problème général de la conquête finale du pouvoir. Comme le dit le «Manifeste du Parti Communiste», «le résultat véritable de ces luttes n'est pas le succès immédiat, mais l'organisation toujours plus grande des travailleurs».

Après la conquête révolutionnaire du pouvoir, les forces productives latentes qui étouffaient dans le carcan du système capitaliste seront libérées.

Même à ce moment, la préoccupation principale du Parti ne sera pas une tâche de construction économique, à laquelle contribuera spontanément l'extraordinaire explosion d'organismes: cette énergie porteuse d'un nouveau monde existait déjà en puissance dans le conflit entre les producteurs et les formes de production et la révolution politique ne fait que lui permettre de se développer. La véritable tâche du Parti ce sera

encore la lutte politique contre la bourgeoisie vaincue, mais qui s'efforcera de reprendre le pouvoir, et la lutte pour l'unification des prolétaires au delà des intérêts égoïstes et corporatistes.

Cette seconde activité prendra une importance plus grande au cours de cette période.

Aujourd'hui l'existence de l'ennemi commun, le pouvoir centralisé dans l'Etat, le capitaliste toujours présent dans l'usine, cimentent naturellement la solidarité prolétarienne qui se dresse contre la formidable solidarité organisée du patronat.

Demain, lorsque les ouvriers d'une usine, d'une localité, d'une catégorie professionnelle auront été libérés de la menace de l'exploiteur capitaliste par la force du pouvoir prolétarien, il se peut que les intérêts locaux prennent plus de force et de virulence avant que tous n'acquiescent la conscience politique communiste dans son universalité.

Telle est peut-être la raison de la mesure prise par l'Etat russe des Soviets et que la presse bourgeoise a annoncé comme la dissolution des comités d'usine.

Le problème le plus difficile de la tactique communiste a toujours été de s'en tenir fidèlement à ces caractères de finalité et de généralité dont nous avons parlé plus haut.

Au lieu de s'attacher de toutes leurs forces et en dépit de toutes les difficultés, à l'implacable dialectique marxiste du processus révolutionnaire, les communistes ont souvent cédé à des déviations où leur action

s'est égarée et émietlée dans de prétendues réalisations concrètes et dans une surestimation de certaines institutions, qui sembleraient constituer une passerelle de passage au communisme plus aisée que le saut effrayant dans l'abîme de la révolution, la «catastrophe marxiste d'où devrait surgir le renouveau de l'humanité».

Le réformisme, le syndicalisme révolutionnaire, le coopérativisme ne sont pas autre chose.

Les tendances actuelles de certains maximalistes qui, devant les difficultés de la destruction violente du pouvoir bourgeois, cherchent un terrain pour réaliser et concrétiser leur activité, pour la rendre techniquement possible, ainsi que les initiatives qui surestiment la création anticipée d'organes de l'économie future comme les comités d'usine, tombent dans les mêmes erreurs.

Le maximalisme ne connaîtra sa première victoire qu'avec la conquête de **tout** le pouvoir par le prolétariat. Avant cela, il n'a rien d'autre à proposer que l'organisation toujours plus vaste, toujours plus consciente de la classe prolétarienne sur le terrain politique.

(1) En ce qui concerne la lutte de la Gauche Communiste au sein du PSI et la fondation du PC d'Italie, voir la série d'articles à ce sujet dans notre revue théorique «Programme Communiste»: PC n°94, 95, 97.

LE CAPITALISME MONDIAL AU TOURNANT DE LA CRISE (2)

(Suite de la page 3)

entre grandes, et moins grandes, puissances prennent la forme de pressions économiques de tout type. Au milieu des années quatre-vingt, pour arrêter la montée économique, qui semblait inexorable, du Japon, les Etats-Unis imposèrent à celui-ci une augmentation de la valeur de sa monnaie par rapport au dollar, c'est-à-dire une baisse de la compétitivité de ses marchandises (accords dits «de l'Hôtel Plaza»). Le Japon, dont le territoire est parsemé de bases militaires américaines et dont la «sécurité» est assurée par l'armée U.S. - qui est donc politiquement soumis aux Etats-Unis -, fut contraint d'obéir.

Et aujourd'hui, comme hier, les autorités américaines voudraient obliger le nouveau rival potentiel, la Chine, à réévaluer sa monnaie. Mais ils ne disposent pas du levier politico-militaire qu'ils ont utilisé sur le Japon: la Chine est militairement indépendante des Etats-Unis. De plus, à la différence du Japon, nous avons vu que les entreprises exportatrices y sont en réalité pour partie des filiales ou des sous-traitants de firmes américaines: si le yuan chinois augmente, les

LA BOURGEOISIE PRODUIT AVANT TOUT SES PROPRES FOSSEYEURS

Les capitaux étrangers sont évidemment attirés en Chine par les bas salaires qui permettent de produire des marchandises très compétitives sur le marché mondial tout en engrangeant des profits considérables. Selon des chiffres d'Eurostat, il y a une dizaine d'années, le salaire brut mensuel moyen d'un ouvrier en Chine était de 100 euros (contre 1500 en France). Après les grèves de cet été le gouvernement chinois a annoncé le relèvement du salaire minimum à 117 euros (137 à Shanghai); la direction de Honda - Chine a accordé une hausse de 24% des salaires, qui le porterait à 237 euros (les grévistes n'ont repris le travail qu'après des affrontements avec le syndicat officiel). Chez Foxconn où les salaires tournaient autour du salaire minimum (100 euros par mois pour 6 jours de travail par semaine), la direction aurait promis selon la presse internationale de les faire passer à 245 euros; en réalité cette augmentation sera accordée aux ouvriers qui auront réussi pendant une période de 3 mois à augmenter suffisamment leur productivité: nul doute qu'il n'y en aura pas beaucoup... La hausse réelle des salaires est nettement plus réduite, puisqu'ils passent de 100 à 130 euros. Mais devant ces hausses, le groupe a annoncé qu'il allait déplacer 20% de ses salariés de Shenzhen, dans le nord du pays où le salaire minimum est de 101 euros. Ces hausses de salaire auraient conduit certaines multinationales à envisager de se déplacer dans d'autres pays (par exemple, depuis quelque temps la firme américaine Nike a tendance à se désengager de la Chine pour aller au Vietnam) ou, comme Foxconn, à l'intérieur du pays où les salaires sont beaucoup plus bas encore que dans les régions côtières.

Mais en dépit de ces hausses, d'ailleurs guère supérieures à l'inflation, les salaires restent à un niveau très bas et ils sont toujours attractifs pour la voracité des capitalistes à la recherche de prolétaires à exploiter. Il ne faut donc pas s'attendre à ce qu'ils quittent la Chine, au contraire. Ils vont continuer à investir et à s'implanter dans un pays officiellement «socialiste» et dirigé par un parti se disant «communiste» qui est en réalité un vrai paradis de l'exploitation capitaliste.

Reprenons le cas de Foxconn. Cette entreprise de Taiwan est le plus gros producteur mondial de composants pour appareils électroniques, téléphones portables, etc. Elle emploie 900.000 salariés en Chine, dont de 300 à 400.000 à Shenzhen, ville du sud de la Chine. Située non loin de Hong Kong, cette

téléphones portables d'Apple lui reviendront plus cher et seront donc plus difficiles à vendre. Tous les capitalistes américains ne sont donc pas également partisans de faire pression sur le gouvernement chinois pour qu'il laisse sa monnaie s'apprécier. Enfin, la position financière et économique des Etats-Unis est plus faible que ce qu'elle était il y a trente ans et donc également leurs leviers économiques: les Etats-Unis ont besoin que la Chine continue à leur acheter des bons du trésor et à financer leur déficit. Par conséquent il ne sera pas si facile pour les Etats-Unis de rééditer avec la Chine ce qu'ils ont réussi avec le Japon.

Quoi qu'il en soit, les contradictions, les heurts d'intérêts et les crises entre ces deux pays sont condamnés à s'accroître. Il est difficile d'en dire davantage; mais ce qui est sûr, c'est que les Etats-Unis, l'ennemi n°1 de la révolution mondiale comme nous l'avons appelé dans des textes de parti, n'abdiqueront jamais leur place de dominateur du monde - de même que les capitalistes américains n'abdiqueront jamais leur place de classe dominante: dans l'un et l'autre cas, ce n'est que par la violence qu'ils pourront être détrônés...

ancienne petite ville de pêcheurs avait été choisie pour cette raison pour héberger en 1979 la première «Zone Economique Spéciale», où les capitalistes étrangers pouvaient librement investir. Le succès de cette zone a fait que la ville compte maintenant plus d'un million et demi d'habitants, l'agglomération dépassant les 7 millions d'habitants (la plus forte augmentation de population de toute la Chine).

Recrutés parmi les jeunes «travailleurs migrants» venus des campagnes, concentrés dans de gigantesques établissements, les ouvriers de Foxconn y sont soumis à une exploitation bestiale: jusqu'à 10 heures de travail par jour, 6 jours par semaine (quand il n'y a pas des heures supplémentaires obligatoires le dimanche) et avec une discipline de caserne. La plupart sont épuisés en quelques mois de ce régime, et remplacés par d'autres. La Chine est en effet un réservoir quasi-inépuisable de main d'oeuvre à bas prix venue des campagnes où vivent encore dans des conditions de survie des centaines de millions de personnes. En cas de ralentissement économique, les travailleurs migrants sont licenciés et renvoyés dans leurs foyers dans autre forme de procès: officiellement, ils sont 24 millions à avoir été dans ce cas au plus fort de la crise.

Le développement accéléré du capitalisme au cours des dernières décennies a créé en Chine une classe ouvrière nombreuse, forte de dizaines de millions de personnes. D'après les statistiques officielles, au moment des réformes de 1978 il y avait 53 millions de personnes employées dans l'industrie; en 2003 (derniers chiffres officiels), il y en avait 89,5 millions. Selon une étude américaine [17], ce chiffre se serait monté à 111 millions en 2006 (alors que 325 millions étaient employées dans l'agriculture); par comparaison, la même année, le nombre de personnes employées dans l'industrie aux Etats-Unis était de 14 millions. Bien entendu, toutes les personnes employées dans l'industrie ne sont pas des ouvriers; il y a des cadres, des garde-chiourmes, etc. Mais les prolétaires y constituent cependant la grande majorité des salariés. D'autre part la classe ouvrière, au sens marxiste du terme, ne se limite pas aux ouvriers d'usine, même si ces derniers ont une place et un rôle déterminants; il y a aussi des prolétaires dans les catégories classées sous la rubrique «services», dans les commerces, les transports, etc., mais aussi dans la catégorie «paysannerie»: les ouvriers agricoles. Tout ceci permet de conclure que la classe ouvrière chi-

noise est la plus nombreuse du monde.

Regroupant ces prolétaires dans de gigantesques concentrations industrielles, les soumettant à des conditions d'exploitation bestiales, le capitalisme crée du même coup les conditions de leur lutte de résistance immédiate. Les grèves dont la presse internationale a rendu compte cet été (et qui ne sont peut-être que le sommet de l'iceberg) n'en sont qu'un premier exemple. Le développement accéléré des forces productives chinoises dans les dernières décennies, y compris le développement de la plus importante d'entre elles: la classe ouvrière, entraîne aussi le développement des contradictions de tout type, à commencer les contradictions sociales, le fossé toujours grandissant entre les prolétaires et les capitalistes. La Chine n'a pas la possibilité, comme l'ont eue les «fabriques du monde» britannique et américaine, d'anesthésier ses prolétaires en leur concédant des hauts salaires et des conditions de vie supérieures à celles des ouvriers des autres pays, puisque c'est sur leur surexploitation forcée que se fonde sa croissance.

Les ressources de l'Etat chinois sont utilisées à fond pour accélérer l'industrialisation et maintenir la croissance à un rythme élevé, y compris pour des raisons sociales: les autorités chinoises elles-mêmes ont affirmé qu'une croissance inférieure à 6% mettrait en péril la paix sociale. Mais cette croissance accélérée débouche inévitablement sur la surproduction - surproduction non par rapport aux besoins de la population qui sont énormes, mais par rapport au marché; le plan gigantesque de soutien à l'économie dans la crise actuelle ne fait qu'aggraver les choses sur ce plan. Un rapport de la Chambre de commerce Européenne en Chine en 2009 donnait des chiffres de cette surproduction dans quelques secteurs de l'industrie [18]. Pour prendre l'exemple le plus criant, celui de l'acier, ce rapport indiquait qu'à la

fin de 2008 les capacités de production étaient de 660 millions de tonnes pour un marché de 470 millions; et durant l'année 2009, de nouvelles aciéries étaient mises en chantier correspondant à une future production supplémentaire de 58 millions de tonnes... Cette surproduction, qui touche aussi gravement le secteur de l'immobilier, ne pourra être éternellement contenue par les interventions de l'Etat. Même si elle peut être différée encore quelque temps, la crise frappera inévitablement la Chine, avec une force bien plus grande qu'en 2008. Et comme partout, ce seront les prolétaires qui en feront les frais, avec aussi une masse de petits-bourgeois enrichis dans diverses spéculations (plus de vingt millions de personnes joueraient leurs économies à la bourse), qui se verront brutalement prolétarisés.

Avant qu'elle réussisse à devenir la première puissance économique mondiale, la Chine deviendra inévitablement une des arènes les plus importantes, et les plus violentes, de la lutte de classe dans le monde. Ce n'est pas par hasard que la Chine est le pays où la peine de mort est la plus répandue [19]: l'ordre capitaliste ne peut se passer de la répression et de la terreur que celle-ci provoque, même quand la lutte prolétarienne est absente; plus les tensions internes sont grandes, et plus forte est cette répression. Il n'y a pas de doute que la classe ouvrière chinoise sera demain la digne héritière des combattants prolétariens de 1926-27 qu'il lui appartiendra de venger.

Elle pourra le faire à condition qu'elle réussisse à retrouver ses armes de classe, le marxisme et le programme communiste véritables, et qu'elle sache constituer son parti de classe. Cela ne sera ni automatique, ni rapide; c'est d'ailleurs un problème qui ne se pose pas seulement à elle, mais aux prolétaires du monde entier, et qui ne pourra être résolu qu'internationalement.

(A suivre)

[1] Si l'on utilise le PIB à «Parité de Pouvoir d'Achat» (PPA: chiffres rectifiés pour tenir compte des différences de prix à l'intérieur des différents pays), la Chine a dépassé le Japon depuis 2001. Ces chiffres sont des estimations qu'il ne faut pas prendre à la lettre. C'est ainsi qu'en 2007, la Banque Mondiale qui élabore ces données a trouvé une «erreur de calcul» dans son estimation du PIB chinois à PPA, et elle a fourni une nouvelle estimation, inférieure de... 40% au chiffre antérieur. Heureux hasard, cette nouvelle estimation correspondait aux souhaits chinois de bénéficier du statut de pays en développement...

[2] Le gouvernement de Pékin a réfuté cette affirmation, qui le mettait en posture délicate dans les négociations sur le climat.

[3] cf *International Herald Tribune*, 20-21/2/2010.

[4] cf Marx, «British Commerce», *New York Daily Tribune*, 3/2/1858. Un traduction en français se trouve sur *Programme Communiste* n°64.

[5] Ces estimations historiques varient selon les sources, surtout sur le rang de la Russie qui est parfois placée après la France.

[6] Voir à ce sujet le compte-rendu d'une réunion générale du parti: «La Chine, future superpuissance capitaliste», *Le Prolétaire* n°295 (septembre 1979)

[7] Cette «valeur ajoutée» est égale à la valeur des biens produits, moins la valeur des «consommations intermédiaires», plus la marge commerciale. Après s'y greffent, ou non, des calculs de PPA.

[8] A commencer par le «Fil du Temps» «Sua Maesta l'acciaio» en 1950, et les divers «cours de l'impérialisme».

[9] Il s'agit des chiffres de la World Steel Association, disponibles en ligne sur www.worldsteel.org.

[10] A partir de juillet 2008, le gouvernement a décidé d'une augmentation des droits de douane sur les pièces importées pour inciter les constructeurs étrangers à développer leur production locale.

[11] Selon le *Quotidien du Peuple*, 11/1/2010. cf <http://french.peopledaily.com.cn/Eco->

nomie/6864541.html

[12] Les statistiques officielles en la matière sont consultables en ligne sur www.fdi.gov.cn

[13] Ce dernier chiffre est avancé par le North Carolina Department of Commerce, International Trade Division (2009).

[14] cf *Financial Times*, 23/8/2010;

[15] Selon les estimations du FMI, il se situait quelque part entre celui du Cap Vert et celui du Congo. cf *Financial Times*, 26-27/9/2009

[16] Le SIPRI donnait pour 2007 un chiffre de dépenses militaires chinoises de 100 milliards de dollars, contre 661 milliards pour les Etats-Unis. cf *Financial Times*, 11/6/2010.

[17] cf «Manufacturing in China», *Monthly Labor Review*, avril 2009. Les statistiques chinoises officielles additionnent l'emploi industriel urbain, l'emploi dans les «entreprises industrielles rurales» et l'emploi industriel dans les entreprises informelles.

[18] cf *Financial Times*, 30/11/2009.

[19] *Amnesty international* estime à «plusieurs milliers» le nombre de personnes exécutées en Chine, ce qui serait davantage que tous les autres pays de la planète réunis! Les autorités chinoises ne donnent pas de chiffres. cf www.amnesty.org/fr/death-penalty/death-sentences-and-executions-in-2009. Par contre ce sont les Etats-Unis qui détiennent, de loin, le nombre record de personnes emprisonnées

Nouvelle brochure
Série «Les textes du parti
communiste international»:
INVARIANCE DU MARXISME

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

(Brochure A5, 56 pages,
Novembre 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

LA GRANDE CRISE

Si les prodromes d'aujourd'hui ne sont pas encore ceux d'une grande crise comme celle des années trente, ils confirment cependant la fausseté de toutes les écoles du bien-être; ils démontrent aussi une nouvelle fois la thèse marxiste classique selon laquelle toute augmentation de la production dans l'économie mercantile, qui permet une augmentation seulement fictive du niveau de vie moyen et un apparent nivellement social, ne fait que préparer l'inversion du processus de croissance et la véritable crise.

La véritable crise qui historiquement se situera entre la deuxième et la troisième guerre mondiale, sera internationale à un degré encore plus élevé que celle qui a eu lieu entre la première et la deuxième guerre; on peut en trouver la preuve dans la collaboration du capitalisme d'Etat russe aux «mesures anticrise» que nous avons soulignée; collaboration qui, culminant dans le remède de l'extension du commerce mondial entre les deux prétendus blocs, démontre par sa seule présentation idéologique, que la future crise authentique de surproduction frappera toutes les monstrueuses machines productives du monde: ce sera la crise de la folie hyperproductive qui unit l'Amérique et la Russie dans la compétition émulative qu'elles vantent toutes deux.

Et cette crise mettra le monde à la veille d'une nouvelle guerre générale, si elle ne le met pas à la veille de la révolution dont l'une des conditions est le développement, nécessitant des décennies, d'un parti au programme détruisant le «mythe de la production» et le «mythe de la consommation», liés au «mythe du marché».

cf «Le cours du capitalisme mondial dans l'expérience historique classique et dans la doctrine de Marx», «Il Programma Comunista» 1957-1958

« Il Comunista » n° 117 - Giugno 2010 Nell'interno

- Il capitalismo promette ai proletari «anni di sofferenza» ma la vecchia talpa di Marx lavora!
- Rigettiamo il ricatto della Fiat!
- La scienza borghese, come sempre, al servizio del capitale e del profitto!
- Crisi capitalista. L' austerità imposta ai lavoratori greci è un avvertimento per tutti i proletari degli altri paesi
- A quarant'anni dalla morte di Amadeo Bordiga. Amadeo Bordiga, nel cammino della rivoluzione
- Karl Marx: debito pubblico e bancocrazia
- Fiom-Cgil: deviare la lotta proletaria di difesa immediata sul terreno impotente della democrazia
- Grecia: lacrime e sangue per i proletari! ricetta di tutte le borghesie del mondo
- I partiti nazionalcomunisti alla prova dei fatti. Grecia: il KKE greco contro la lotta di classe - Partito dei CARC e alleanze elettorali
- Terrorismo di stato e stragi, un binomio costante della politica borghese israeliana
- A 40anni dalla morte: Amadeo Bordiga, nel cammino della rivoluzione (I)
- La «invarianza» storica del marxismo
- Nuova pubblicazione: Invariance du marxisme
- Scegliere come morire? Il comunismo libererà la specie umana da queste «scelte» individuali
- Fiat Auto Serbia - Fiat di Tychy, Polonia: Lettera ai lavoratori di Pomigliano
- Italia: economia spinta fuori dalla recessione, proletari spinti fuori dalle fabbriche!

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50FS.

Le collaborationnisme politique et syndical en action pour empêcher la défense des retraites

(Suite de la page 1)

critiqué l'intersyndicale et repris à son compte l'objectif de «retrait du projet de loi» que l'intersyndicale refuse. D'ailleurs Annick Coupé, porte-parole de Solidaires n'a-t-elle pas affirmé dans une interview au «Monde» (2) qu'il fallait «un affrontement central avec ce gouvernement»? Fortes paroles, mais qui pour être crédibles, n'auraient pas dû être suivies par un sacré bémol: «personne ne peut dire à l'avance quelle forme cela peut prendre: grève générale, grève reconductible, manifestations à répétition... La question n'est pas de décider de la place des travailleurs, mais de porter cet objectif (...) L'unité syndicale reste décisive pour les mobilisations et nous y sommes attachés car nous voulons gagner». A quoi peut servir l'unité avec ceux qui ne veulent ni du retrait du projet, ni d'affrontement avec le gouvernement, sinon à **attaquer** les travailleurs à une stratégie (entièrement décidée à leur place) qui mène inévitablement à la **défaite sans combat**?

On nous rétorquera peut-être que des syndicats Solidaires ont déposé des préavis de grève reconductible lors des dernières manifestations; cela s'explique sans doute par le désir de certains adhérents de ces syndicats de sortir de l'impasse mortelle dans laquelle l'intersyndicale dévie le mécontentement; mais cela a encore moins de valeur pour prétendre que Solidaires a une orientation différente de la CGT ou de la CFDT que la décision de FO d'appeler à un jour de grève générale; dans les deux cas il

ne s'agit que de récupérer le mécontentement de certains secteurs du prolétariat ou de ne pas se laisser déborder par ses adhérents. Ni Solidaires, ni FO, n'envisagent de rompre avec l'Intersyndicale et encore moins avec sa politique de diversion et d'épuisement des travailleurs; si Solidaires parle d'une grève reconductible, c'est en précisant toujours qu'elle ne l'envisage que «dans l'unité» - l'unité avec ceux qui ont déjà saboté toutes les grèves reconductibles! Peut-on se moquer davantage des prolétaires?

Les AG de grévistes ou de manifestants qui se sont déroulées dans certains endroits, sont condamnées à l'impuissance tant qu'elles en restent aux orientations de leurs organisateurs: unité syndicale ou pression sur les syndicats pour qu'ils se mettent à organiser une vraie lutte. Par exemple, l'appel des «Syndicalistes pour la grève générale» (3), non seulement n'ose pas faire une critique ouverte du sabotage des organisations collaborationnistes, mais tient à préciser que sa «démarche n'est pas proclamatoire (...). Il ne s'agit pas d'exiger des structures syndicales nationales d'agir en direction des mandats décidés dans le cadre de leur fonctionnement interne». Appeler les adhérents des syndicats à «construire» (sic!) la grève générale, tout en affirmant ne pas vouloir remettre en cause le fonctionnement et le rôle des bureaucraties qui brident toute initiative des travailleurs et des adhérents de base au nom de la collaboration entre les classes, qu'est que cela signifie sinon vouloir **cacher**, aux

yeux des prolétaires qui s'interrogent, la nature foncièrement anti-prolétarienne de ces appareils syndicaux?

La rupture nécessaire avec la pratique collaborationniste et avec les appareils qui la défendent, ne peut sans doute avoir lieu dans la situation actuelle que chez des minorités de prolétaires; mais la tâche des ces éléments d'avant-garde n'est pas de se mettre à la remorque de la masse des travailleurs au nom de la «démocratie». Il leur faut, non pas camoufler leur position ou la mettre de côté pour tenter des manoeuvres condamnées à l'échec envers les bonzeries syndicales, mais expliquer ouvertement la vérité à leurs frères de classe et travailler à les gagner à la lutte prolétarienne.

LE SUIVISME DE L'EXTRÊME GAUCHE

Ce n'est évidemment pas ce que font les organisations dites d'extrême gauche. Le NPA trouve que le calendrier de l'intersyndicale est «tardif», qu'il aurait «dû être plus resserré, plus offensif», mais sa très timide critique ne va pas jusqu'à expliquer comme le journaliste bourgeois que nous avons cité, que l'intersyndicale est **opposée** à une véritable lutte. Lui aussi appelle à «aller vers la reconduction de la grève pour construire (re-sic!) la grève générale» (4) (le style est aussi contourné que l'orientation politique), comme si le problème de **qui dirigerait** cette éventuelle grève

(Suite en page 6)

Seule la lutte de classe anticapitaliste peut faire échec à l'attaque contre les retraites !

Le gouvernement a confirmé par la bouche de Sarkozy qu'il ne transigera pas sur le recul de l'âge de la retraite à 62 ans (et 67 ans pour une retraite à taux plein en cas de durée insuffisante de cotisation) et l'augmentation de la durée des cotisations, tout en laissant entendre qu'il était prêt à négocier quelques aménagements. Il ne s'agit là que d'une **première attaque** dans le cadre de la politique d'austérité qui va inévitablement s'instaurer en France dans les mois qui viennent, comme cela est déjà le cas dans les autres pays: partout les capitalistes veulent faire payer aux travailleurs le prix de leur crise, partout ils veulent accroître l'exploitation, dégrader les conditions de vie et de travail des prolétaires pour sauvegarder leurs profits!

Les pensions de retraite ne sont pas autre chose qu'une **partie du salaire** payé aux travailleurs par les patrons: la partie du salaire dite «différée» ou «socialisée» qui comprend aussi les indemnités chômage et autres. Pour sauver ses profits, le capitalisme cherche à réduire les salaires, et la réduction de ce salaire différé est la façon la plus facile de le faire, celle qui comporte le moins de risque car elle ne touche immédiatement et directement qu'une fraction du prolétariat.

Les **contre-réformes** des retraites décidées par les gouvernements en France et ailleurs sont donc directement une attaque de classe bourgeoise contre la classe prolétarienne. Ce n'est pas un problème de déficit à résoudre, de comptes nationaux à préserver, etc. (et encore moins une question de démographie comme l'affirme cyniquement le gouvernement): c'est le problème de la défense des conditions de vie des travailleurs.

Le recul de l'âge légal de la retraite et l'augmentation de la durée des cotisations ont pour but principal la **diminution des pensions**, les vieux travailleurs ayant beaucoup de mal à avoir un emploi. Que les retraités puissent jouir d'une pension décente est un «privilège» intolérable pour les canailles capitalistes! Les intérêts des prolétaires et les intérêts des capitalistes et de leur économie sont radicalement opposés, on ne peut défendre les deux à la fois.

C'est pourtant ce que prétendent syndicats et partis **collaborationnistes** qui se lamentent que le gouvernement n'ait pas suffisamment négocié: mais **on ne négocie pas les attaques anti-ouvrières, on les combat!**

ROMPRE AVEC LE SABOTAGE DU COLLABORATIONNISME POLITIQUE ET SYNDICAL !

La CFDT avait accepté lors de son Congrès de juin l'allongement de la durée de cotisation, et l'Intersyndicale (CGT CFDT UNSA FSU Solidaires) a **fait de même** en abandonnant implicitement la revendication du refus de cet allongement. D'ailleurs en acceptant et en diffusant les arguments bourgeois selon lesquels une «réforme» du système des retraites est nécessaire, les directions syndicales sabotaient dès le départ toute riposte réelle à l'attaque en cours. La réunion de l'intersyndicale du 25 août l'a confirmé en **refusant** de

fixer comme objectif le **retrait** du projet! Il ne s'agit plus que de «**réécrire**» le texte gouvernemental: celui-ci a donc été **accepté** pour l'essentiel par ces prétendus défenseurs des intérêts des travailleurs (1)! F.O. s'est donné à bon compte des airs combatifs en refusant de signer le communiqué honteux de l'Intersyndicale, mais elle s'est bien gardé de proposer quoi que ce soit d'autre que de «**construire une autre réforme**» (?).

Partisans indécrottables du «dialogue entre partenaires sociaux», c'est-à-dire de la **collaboration entre les classes**, toutes ces directions syndicales qui ont derrière elles une longue histoire de **sabotage des intérêts prolétaires**, ont inévitablement capitulé devant l'offensive gouvernementale. Elles ne peuvent ni ne pourront jamais qu'organiser des **simulacres de lutte** comme ces «**journées d'action**» qui n'aboutissent qu'à dégoûter les travailleurs. Les partis de gauche et d'extrême gauche, même quand ils critiquent les «limites» que se fixe l'intersyndicale, s'alignent à leur tour sur celle-ci et se félicitent même, comme le NPA, que le PS se joigne à cette triste mascarade...

Il n'y a pas à chercher quelle «réforme» faire à propos des retraites pour les rendre compatibles avec les budgets de l'Etat capitaliste; il ne sert à rien de vouloir convertir à la lutte les hiérarchies syndicales indissolublement liées à la collaboration avec le patronat et l'Etat. Ce qu'il faut, c'est **préparer, mener et organiser** la lutte contre l'adversaire de classe pour le contraindre à **augmenter les salaires, directs et indirects**; il n'y a pas d'autre voie que la lutte ouverte, indépendamment des considérations sur la santé de l'économie et des équilibres fiscaux. Seule une lutte générale, unissant toutes les catégories, tous les âges, les retraités comme les actifs, dans la défense des seuls intérêts prolétaires, peut faire reculer la bourgeoisie - et ouvrir la voie à la lutte offensive contre le capitalisme.

Mais le premier pas vers cette lutte chaque jour plus nécessaire pour l'**augmentation des salaires, des indemnités de chômage et des pensions**, pour la **diminution du temps de travail et de l'âge de la retraite**, est la **rupture** avec les appareils syndicaux et les partis politiques fauteurs de la collaboration entre les classes et en conséquence de la paralysie du prolétariat.

Reprise de la lutte de classe !

Le collaborationnisme syndical et politique à la retraite !
Reconstitution du parti et du syndicat de classe !

Septembre 2010

(1) Dans son interview au Monde du 2/9, Chérèque a laissé entendre qu'il était également prêt à abandonner les 60 ans; mais il était allé un peu trop vite et il a été obligé de revenir sur ses déclarations en expliquant cyniquement: «On n'est pas dans une perspective de fin de conflit». Autrement dit, il faut encore faire semblant de lutter...

Les mesures anti-ouvrières du gouvernement socialiste espagnol

Suivant la trace des ses collègues Grecs et précédant d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Italie qui vont continuer la voie des réformes économiques, et pressé par les besoins de la bourgeoisie nationale dans une situation de crise, le gouvernement socialiste d'Espagne a lancé une attaque en règle contre les conditions de vie de la classe prolétarienne.

Bien que tous les apologistes de la bourgeoisie clament la fin de cette crise qui a commencé en 2008 et qui a touché pratiquement tous les pays du monde, frappant de plein fouet le secteur financier de l'économie et faisant plonger avec lui l'ensemble de la dite économie réelle (celle qui produit directement des marchandises et des services), les prémisses sur lesquelles s'appuie la sortie de la crise sont en fait des facteurs de sa prolongation et de son aggravation: l'argent injecté à bas coût dans le système bancaire ou l'endettement public sont en effet des solutions qui ne résolvent pas le problème dans lequel retombe périodiquement la production capitaliste et la société bourgeoise: la crise de surproduction au cours de laquelle le taux de profit de l'investissement devient complètement insuffisant pour maintenir les niveaux où était arrivé la production. Les mesures qui cherchent à garantir l'investissement à travers la création de liquidités ou par l'intervention directe de l'Etat ne peuvent qu'exacerber la crise en y introduisant des éléments aggravants.

Mais ce sont là les seules mesures que la bourgeoisie pense adopter pour sortir le capital de sa crise. L'autre face de la généreuse intervention de l'Etat que tous les intellectuels du système bourgeois ont applaudi, ce sont les mesures dirigées contre la classe ouvrière dans le but d'extraire le plus possible de plus-value de la force de travail; un ensemble de recettes économiques qui ont été également saluées par les experts économiques, et avec lesquelles on prétend dégrader les conditions de vie et de travail des prolétaires en les soumettant à une stricte discipline pour augmenter son exploitation. Les principales mesures sont les suivantes:

- La réforme du travail qui réduit drastiquement les indemnités de chômage, en les faisant passer à 25 jours pour chaque année de travail, au lieu de 33. Elle introduit aussi la possibilité pour les entreprises de modifier unilatéralement les contrats de travail pour y introduire les changements nécessaires à la bonne marche des affaires.

- La réforme du système des retraites qui veut diminuer ce que reçoivent les retraités en augmentant l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans et les années de cotisation sur lesquelles s'établit la pension: non plus les 15 dernières années, mais l'ensemble de la durée de vie au travail.

- Les mesures d'urgence du «plan anti-crise» comme la baisse de 5% du salaire moyen des fonctionnaires, la suppression

des 420 euros pour les chômeurs non indemnisés ou la «diminution des dépenses d'auto-nomie» qui se réfère sans aucun doute au système de prestations qui sera transféré aux Communautés Autonomes (Revenu minimum d'insertion, etc.). Dans la dernière mouture de ces mesures, les diminutions des aides aux chômeurs (baisse générale et obstacles plus grands pour obtenir les indemnités, contrôles des chômeurs, etc.) vont de pair avec la hausse des impôts (comme la TVA) destinée à accroître les revenus de l'Etat pour qu'il puisse continuer à soutenir - économiquement, politiquement et militairement - les grandes entreprises et le secteur financier;

Cet ensemble de mesures est la concrétisation dans les faits des exigences de la bourgeoisie qui reviennent toujours à extorquer davantage de bénéfice de la classe ouvrière en augmentant le rythme du travail, en diminuant les salaires, etc., bref en aggravant sauvagement l'exploitation des travailleurs pour surmonter une crise... en préparant une crise ultérieure, et à terme, un nouveau conflit mondial.

C'est une nécessité fondamentale pour les prolétaires de répondre à ces attaques; l'aggravation constante de leurs conditions de vie les place en effet devant l'alternative de tomber dans la misère la plus aiguë... ou de lutter. Et lutter, pour les prolétaires, ce n'est pas se laisser happer par l'illusion répandue par la bourgeoisie de créer son entreprise ou de se surmonter un moment difficile en serrant les dents (et en se serrant la ceinture, bien entendu), ce qui signifie en définitive aggraver la concurrence avec les autres prolétaires, en cherchant à profiter des rares possibilités offertes par le système bourgeois de s'en sortir «seul contre tous».

Lutter, pour la classe prolétarienne, cela signifie affronter la classe bourgeoise sur le terrain de la défense intransigeante de ses intérêts de classe; c'est-à-dire pour l'obtention des objectifs immédiats qui permettent des conditions de vie et de travail meilleures que celles existantes, qui mettent précisément des limites à la concurrence que les prolétaires se livrent entre eux, qui démontrent que l'unité dans la défense des intérêts communs à tous les prolétaires est la seule solution pour pallier aux conséquences des lois capitalistes de production.

Pour être capable d'entreprendre cette lutte de défense de ses intérêts de classe, le prolétariat devra nécessairement combattre les ennemis qui sont apparemment de son côté et qui prétendent être ses représentants et les garants de l'amélioration supposée de ses conditions à l'intérieur du système capitaliste: ceux qui font du collaborationnisme interclassiste leur politique et qui depuis des décennies ont inoculé le virus de la conciliation entre les classes dans les veines de la classe prolétarienne.

Ce collaborationnisme interclassiste qui

compte parmi ses meilleurs représentants l'ensemble des syndicats jaunes, réformistes, engagés dans le dit dialogue social a pour fonction d'un côté de désorganiser les grèves et les luttes qu'il est contraint de soutenir pour ne pas en perdre le contrôle, et de l'autre de dénaturer la lutte ouvrière en la liant aux lois de la compétitivité et de la rentabilité et en imposant des méthodes de lutte impuissantes qui ne font aucun mal aux patrons.

Dans le premier cas ces agents de la bourgeoisie parmi les prolétaires confrontés à la situation de ne pas pouvoir éviter les manifestations de colère et de mécontentement, n'ont pas d'autre solution que d'en prendre la tête pour pouvoir les neutraliser. Sinon, ils révéleraient ouvertement leur nature anti-ouvrière et leur fonction de gardiens de la paix sociale. Ils cherchent toujours à isoler, limiter et diviser les luttes ouvrières, en les confinant dans le cadre de l'entreprise, de la localité, de la nation. (...)

Dans le second cas, ces agents de la bourgeoisie cherchent à canaliser les revendications ouvrières dans le cadre de la conciliation sociale. Ils s'emploient en permanence faire croire aux prolétaires que leurs intérêts sont liés à ceux de l'entreprise, des patrons ou de l'Etat, soumettant les revendications aux logiques du profit et à la défense de l'entreprise. Plus encore: ils inculquent aux prolétaires la notion démocratique pourrie selon laquelle toute revendication doit s'exprimer en respectant le cadre juridique et légal bourgeois - créé précisément pour rendre inefficace les actions prolétariennes. On a ainsi vu ces dernières années les travailleurs de l'industrie automobile mobilisés dans des processions pacifiques pour implorer aux responsables politiques du moment de prendre des «mesures» contre la concurrence allemande ou les travailleurs des chantiers navals lancés dans des actions discutées à l'avance avec la police et la municipalité pour obtenir la garantie du maintien de la charge de travail.

La rupture du prolétariat avec cette néfaste politique de collaborationnisme interclassiste qui implique qu'il ne se libérera jamais des chaînes de la domination bourgeoise, ne passe donc pas par une supposée reformulation des organisations ouvrières parce que la forme syndicat, en tant que telle serait anti-ouvrière (alors que ce sont la hiérarchie et la politique d'union interclassiste suivie dans les 70 dernières années qui le sont); ni par un simple changement des directions ou des hiérarchies bureaucratiques qui dirigent les syndicats. Cette rupture avec le collaborationnisme peut commencer à partir des luttes élémentaires et partielles à condition qu'elles se placent sur le terrain de la défense réelle et exclusive des intérêts prolétariens.

La nécessité pour le prolétariat est d'extirper de son sein tout soupçon d'union

entre les classes et de soumission à des intérêts contraires aux siens, au nom d'un bien suprême. La crise capitaliste avec la détérioration des conditions d'existence des prolétaires peut favoriser cette rupture parce que il devient beaucoup plus clair dans ces conditions que la direction jaune et collaborationniste de la lutte est absolument inefficace pour la défense des intérêts les plus immédiats des prolétaires, au moment même où cette défense devient de plus en plus pour eux une question vitale.

(...)

LA GRÈVE DU MÉTRO À MADRID

Il existe aujourd'hui peu d'exemples, si minimes soient-ils, de tentatives prolétariennes de rompre avec la paix sociale. Des décennies de contre-révolution permanente

Suplemento N° 11 de Septiembre de 2010 - ESPAÑA - al N. 48 de «el programa comunista» En este suplemento:

- La crisis económica en España y el proletariado
- Por una actividad internacional del partido coherente y continua
- Contra las medidas antiobreros del gobierno socialista ¡Defensa intransigente de los intereses de clase proletarios!
- Trabajadores de Correos
- La austeridad impuesta a los trabajadores griegos debe ser una advertencia para los proletarios de otros países
- Grecia: ¡Lágrimas y sangre para el proletariado! ¡He aquí la receta que predica la burguesía mundial contra la crisis!
- Grecia: el KKE contra la lucha de clases
- Vida de Partido

Precio: Europa: 1 €. América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

Suplemento N° 12 de Septiembre de 2010 - VENEZUELA - al N. 48 de «el programa comunista» En este suplemento:

- Espejismos en septiembre
- Violencia social en Venezuela: Terrorismo de estado
- Chirino: un reformista incorregible
- Tesis sobre el parlamentarismo presentadas por la fracción comunista abstencionista del partido socialista italiano

Precio: Europa: 1 €. América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

«el programa comunista» N° 48, Enero de 2009 EN ESTE NÚMERO

- El Partido de clase del proletariado frente a la actual crisis económica del capitalismo mundial
- Estado de «guerra permanente» y lucha de clase revolucionaria
- El Centralismo Orgánico
- China: particularidad de su evolución histórica
- Siguiendo el hilo del tiempo: Homicidio de los muertos
- Pese a sus crisis: ¡El capitalismo no se derrumbará sino bajo los golpes de la lucha proletaria!
- Israel masacra a los palestinos por cuenta propia y por cuenta de las potencias imperialistas mundiales

(Revue théorique en espagnol) • Un exemplaire: £ 2 / € 3 / Sfr 8 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA+Cdn: US \$ 3 . **Prix de soutien**, un exemplaire: £ 4 / € 6 / Sfr 16 / Amérique latine: US \$ 1 / US+Cdn: US \$ 6.

Le collaborationnisme politique et syndical ...

(Suite de la page 5)

n'avait pas lieu d'être; cela veut dire que le NPA, comme nos syndicalistes unitaires, entend laisser aux appareils syndicaux la direction du mouvement: la défaite est assurée...

De son côté, «Lutte Ouvrière» va encore moins loin; on chercherait vainement dans les pages de son hebdomadaire une critique quelconque de l'action des syndicats; on peut y lire au contraire que les propositions des dirigeants syndicaux «ouvrent une perspective de mobilisation pour le monde du travail. Il faut s'en saisir» (5); ou que c'est «du devoir des confédérations syndicales de faire en sorte que le mouvement ne s'arrête pas le 23 septembre» (6) L.O. n'hésite pas à critiquer le PS parce que, tout en se disant opposé à la réforme de Sarkozy, il ne s'oppose qu'à l'augmentation de l'âge légal de départ à la retraite et pas à l'allon-

gement de la durée de cotisation (7). Mais L.O. «oublie» de dire, c'est-à-dire **cache** à ses lecteurs, que c'est là la position ouverte de la CFDT et la position implicite de l'inter-syndicale! Qu'aurait dit Trotsky de ces gens qui font croire au sens du devoir des bonzeries syndicales? Qu'ils ne sont certainement pas des communistes ou des révolutionnaires, mais de fieffés **menteurs** dont l'action ne peut bénéficier qu'à l'ennemi de classe...

Les travailleurs ne pourront avancer sur la voie de la lutte réelle que lorsqu'ils cesseront de voir dans les organisations collaborationnistes des soutiens indispensables à leurs revendications; lorsqu'ils commenceront à s'organiser, avec des objectifs et des méthodes de classe, indépendamment de l'influence désastreuse de ces professionnels de la collaboration entre les classes.

Mais il leur faudra aussi rompre avec tous les faux amis, avec tous les prétendus révolutionnaires qui ne veulent ni ne peuvent être autre chose que les valets de

ces grandes organisations et partis réformistes.

L'aggravation des attaques bourgeoises accélérera cette nécessaire clarification en faisant faire aux prolétaires l'expérience directe de ce que valent les discours et les orientations des uns et des autres. C'est elle qui les poussera à la reprise de la lutte de classe, leur faisant ressentir en conséquence de façon de plus en plus pressante le besoin de l'organisation et du **parti de classe**.

3/10/2010

(1) cf *Les Echos*, 30/9/10.

(2) cf *Le Monde*, 21/9/10.

(3) Voir sur leur site: www.syndicalistesunitaires.org.

(4) cf *Tout est à nous* (hebdo du NPA), 28/9/10

(5) cf *Lutte Ouvrière* n°2199, 24/9/10 (éditorial des bulletins d'entreprise).

(6) cf *Lutte Ouvrière* n°2200, 1/10/10 (éditorial des bulletins d'entreprise).

(7) cf *L.O.* n° 2199, op. cit.

et d'attaques préventives d'une bourgeoisie fidèlement soutenue par ses laquais réformistes ont plongé la classe ouvrière dans le marais de l'apathie et de la désorganisation.

L'exemple le plus significatif d'une tendance à la lutte ouverte, classe contre classe, a été récemment donné par les travailleurs du Métro de Madrid. Face à l'application des réformes annoncées par le gouvernement et encore aggravées par la municipalité de Madrid, ils ont réagi en se lançant dans une lutte qui a été attaquée par absolument tous les chiens de la bourgeoisie, depuis la Police nationale jusqu'aux intellectuels de la gauche démocratique et parlementaire. La valeur pour nous de cette lutte n'a rien à voir avec l'éloge facile et inconditionnel avec lequel l'extrême gauche l'a saluée, ni encore moins avec la justification démocratique avec laquelle certains de ses acteurs ont essayé de qualifier le conflit comme «légitime» et non «sauvage». La valeur de la lutte des travailleurs du métro, comme celle de n'importe quelle lutte où les prolétaires se battent en premier lieu pour rompre les liens de l'interclassisme, réside dans les leçons que les limites atteintes posent à la classe prolétarienne.

C'est évidemment dans les grandes entreprises comme le Métro (plus de 6000 travailleurs) qu'apparaissent le plus souvent ce type de conflits; cela est dû à la plus grande concentration de travailleurs, mais aussi à la tradition de lutte qui y existe et à la relative facilité pour adopter des méthodes lutte visiblement efficaces par rapport à des petites entreprises. Ce n'est pas à cause du caractère de service public de l'entreprise, ni à cause d'une prédisposition congénitale à la lutte de ces travailleurs, qui a fait que cette grève a été la première vraiment efficace contre les mesures anti-ouvrières en Espagne.

Le résultat le plus important obtenu par les travailleurs du Métro a été la rupture du cadre de la négociation dans les conflits; ils n'ont pas respecté les règles du jeu avec lequel la bourgeoisie garantit pratiquement la défaite des grèves. Les deux jours sans service minimum, les piquets organisés contre les briseurs de grève ou la défense contre la police illustrent de quelle façon ils ont échappé au piège mortel de la soumission aux intérêts de l'entreprise. Les intérêts prolétariens sont en opposition ouverte aux intérêts bourgeois; cela signifie qu'on ne peut juger si une grève et ses conséquences sont justifiés ou non que d'un point de vue de classe; il n'y a pas plus d'intérêts com-

muns entre travailleurs et patrons qu'entre la victime et le bourreau. La première leçon qu'il faut tirer de cette lutte est que pour obtenir satisfaction, il est indispensable de liquider la conception démocratique du bien commun, de l'intérêt général qui rassemblerait toutes les classes sociales. La grève du Métro a été une grève *sauvage* et *injustifiée* parce qu'elle a brisé la prison où la bourgeoisie enferme les prolétaires. La preuve que cette lutte a fait mal aux capitalistes est fournie par la tentative de traîner en justice les syndicats qui ont organisé la lutte, et surtout ceux qui ont été les plus proches des grévistes (le syndicat libertaire Solidaridad Obrera): ce n'est rien d'autre qu'une vengeance patronale qu'il faut prendre comme un hommage à la lutte.

S'il fallait une confirmation de cette vérité élémentaire, on pourrait la trouver dans les attaques, réellement sauvages, que la bourgeoisie a lancé avec tous ses moyens contre les travailleurs du Métro. Ces attaques n'ont pas été seulement policières et répressives, il s'est agi aussi et surtout d'une campagne orchestrée par l'ensemble des serviteurs du patronat, la presse, les prétendus experts, etc. Ces attaques ont été menées au nom de la démocratie, de l'intérêt de l'ensemble des citoyens, de la bonne marche de la ville paralysée par le blocage du métro. Les accusations de sédition lancées contre les grévistes ou la pression médiatique ont un caractère répressif, évidemment, mais fondé sur la répression de classe la plus puissante pour la bourgeoisie: la démocratie qui appelle les prolétaires à laisser de côté leurs intérêts propres au nom de l'intérêt commun. C'est sur ce terrain que le patronat a finalement réussi à l'emporter, les travailleurs du Métro n'étant pas préparés à opposer à ce prétendu intérêt commun la pierre de touche de la lutte prolétarienne authentique: l'intérêt général est l'intérêt de la bourgeoisie, paralyser la société, c'est paralyser les affaires des patrons, la ville est la ville des exploités et par conséquent... elle doit **crever**.

La répression combinée de la bourgeoisie, policière et démocratique, démontre que les prolétaires doivent se préparer pour pouvoir lutter. **La grève est un art** et elle demande donc une préparation pour l'organiser comme pour la défendre contre ses ennemis. Et cette organisation doit être la moins improvisée possible; il est indispensable d'abandonner l'idée que la bourgeoisie n'attaquera pas les grévistes en vertu de la Justice et de la Démocratie. L'articulation pratique de cette organisation exige précisément l'organi-

sation indépendante des prolétaires dans des unions permanentes qui ne disparaissent pas avec la fin du conflit, mais qui préparent la résistance quotidienne contre les agressions du capital.

Les organisations syndicales jaunes, comme celles qui étaient présentes dans la grève du Métro (CCOO, UGT, etc.) ne remplissent pas cette fonction, elles font exactement l'inverse: elles désorganisent le prolétariat, en le détournant y compris de ses objectifs immédiats.

Il est vital pour les prolétaires d'en finir non seulement avec les manœuvres défaitistes de ces organisations (manipulation des AG, négociations secrètes avec les patrons, etc.), mais aussi avec toute la politique interclassiste qui aujourd'hui étouffe tous les conflits. Cette rupture est la base de la reprise de la lutte de classe et par conséquent de la naissance d'organisations classistes avec lesquelles les prolétaires puissent prendre leurs luttes en mains. Les prolétaires les plus combattifs doivent faire tous leurs efforts pour que les luttes rompent enfin avec les méthodes et les moyens de la politique conciliatrice des syndicats collaborationnistes; non seulement pour organiser leurs forces de façon à mener de façon efficace la défense des intérêts de classe, mais aussi pour maintenir de façon stable cette organisation afin que les expériences de lutte ne se perdent pas, obligeant à recommencer à partir de zéro à chaque conflit.

L'avant-garde de la lutte, et en particulier les communistes révolutionnaires, sont appelés à fournir tout leur appui et leur contribution pratique afin que les prolétaires puissent enfin donner une continuité organisationnelle à la lutte classiste.

La lutte des travailleurs du Métro est un jalon dans la lutte prolétarienne, aujourd'hui partout inexistant sur des bases de classe. La légende et le mythe sont les principaux alliés de la bourgeoisie; La lutte des travailleurs du Métro a représenté une tentative pour se placer sur le terrain de l'affrontement ouvert contre le patronat; tentative imparfaite sans aucun doute et semé d'erreurs qui s'est soldé par un répit pour l'entreprise.

Mais de telles tentatives constituent le sang qui devra arriver au cœur du prolétariat pour que son corps d'exploité reprenne son combat historique, interrompu par des décennies de paix sociale.

(Extrait du supplément n°11, septembre 2010, à «El Programa Comunista»)

Martin Axelrad

Au mois d'août dernier Martin Axelrad connu dans le parti sous les pseudonymes de «Jean-Pierre», «Nicolas», etc., dit «Mac-kie» pour ses proches, est décédé à Rome. Militant depuis longtemps pour le droit de chacun à décider de sa propre fin, son dernier combat a été pour obtenir des médecins qu'ils cessent l'acharnement thérapeutique et le laissent mourir en paix.

Enfant d'une famille autrichienne juive, Martin dut quitter son pays natal pour venir se réfugier en France au moment où les troupes allemandes réalisaient en Autriche l'*Anschluss*, l'unification imposée par les nazis avec l'Allemagne. Par chance sa famille s'installa à Grenoble qui, se trouvant après la défaite française lors de la guerre sous occupation italienne, ne connut que peu de mesures anti-juives, le fascisme italien, à la différence du nazisme allemand, n'ayant eut recours à l'antisémitisme que de façon relativement marginale.

Après la guerre il milita dans les Jeunesses trotskystes, avant d'entrer en contact et d'adhérer en 1958 à notre mouvement, à la suite de son épouse. Le premier texte qu'il écrivit pour le parti fut un article intitulé «*Auschwitz ou le grand alibi*» (publié sur Programme Communiste en 1961); cet article répondait aussi au besoin qu'il ressentait personnellement de démontrer que le marxisme expliquait parfaitement les causes et les raisons du génocide juif - ce que les démocrates antifascistes nient avec la dernière énergie.

Son dernier texte a été «*Auschwitz ou le*

grand alibi. Ce que nous nions et ce que nous affirmons», écrit pour répondre à une campagne de presse où les «bordiguistes» étaient accusés d'être des «révisionnistes», des «négateurs» du génocide juif et en quelque sorte des facilitateurs d'une supposée alliance «rouges - bruns» (1). Comme il le disait plaisamment, s'il avait physiquement échappé aux camps de concentration, il n'y avait pas échappé politiquement! Il était fier d'avoir été un manuel (ce qui se retrouvait dans goût de fabriquer des sculptures); et une certaine méfiance envers les intellectuels, les «sorbonnards», renforça son opposition politiquement motivée aux dérives intellectualistes d'un Camatte et un Dangeville dans les années soixante.

Scientifique de profession, sa connaissance du sujet alliée à sa compréhension du marxisme le qualifiaient particulièrement pour tenir lors d'une réunion générale du parti un rapport sur «Marxisme et science bourgeoise» (2). Il était particulièrement attaché à la défense du matérialisme dialectique: une discussion l'opposa à ce sujet à un mathématicien de renommée mondiale qui s'émerveillait que les mathématiques, pures constructions de l'esprit selon lui, correspondent à la réalité. On sait depuis Pythagore qu'être mathématicien n'est pas une garantie contre l'idéalisme (3)...

Nous n'avons pas l'intention dans ces quelques lignes de retracer l'activité de «Jean-Pierre» et de «Nicolas» ni de faire un bilan circonstancié de ses positions dans les vicissitudes internes du parti. Devenu l'un

des dirigeants de l'organisation, il a eu à ce titre sa part de responsabilité dans les erreurs et les faiblesses qui conduisirent finalement à la grave crise politique du début des années quatre-vingt.

Mais au cours de cette crise, il fut à un moment donné pratiquement le seul dans la direction internationale du parti à s'opposer franchement aux poussées scissionnistes d'El Oumami. Hostile au cours liquidateur qui devenait manifeste, il n'eut cependant pas la force de faire plus que de démissionner. Dans sa lettre circulaire du 23/9/82 il écrivait ressentir la crise «comme un échec personnel. Tous les matériaux ont leur "point de rupture" et cassent sous une tension trop forte. J'ai été cassé par cette crise, et un militant cassé ne se recolle pas». C'est de ce moment que date son retrait du militantisme politique actif.

Les militants qui, encore néophytes, ont appris de lui les fondements du marxisme n'oublieront pas ce qu'ils lui doivent.

(1) Ce texte, publié d'abord sur les colonnes de notre journal, se trouve dans la «brochure Le Prolétaire» n° 26: «A propos de la polémique sur Auschwitz ou le grand alibi...»

(2) Le texte de cet exposé a été publié sur la brochure n° 22: «Marxisme et science bourgeoise».

(3) La philosophie grec Pythagore avait fondé une véritable secte dont les initiés ultimes étaient appelés les «mathématiciens».

LA RUSSIE BRÛLE

Un long été, torride et sec, a été marqué en Russie par des incendies gigantesques qui ont brûlé des millions d'hectares de forêts et de champs, soumettant la population de régions très étendues (y compris la capitale Moscou) à des longues périodes d'air irrespirable et nocif; ces incendies ont provoqué d'énormes ravages à l'agriculture: destruction de quantités très importantes de blé, d'orge, de maïs, etc. Ces incendies ne peuvent être expliqués uniquement par une colossale autocombustion, ils sont aussi attribués à l'action d'incendiaires au service d'intérêts spécifiques.

Mais tous les commentaires ont attribué la responsabilité première de cette catastrophe aux températures exceptionnelles qu'a connues la Russie cet été, et aux vents qui ont propagé les incendies dans toutes les directions. Selon les médias la température à Moscou a durant des semaines oscillé entre 40 et 44 degrés et il en allait de même à Saint Petersburg ou dans l'Oural. D'après le Centre météorologique russe, la Russie n'aurait pas connu une vague de chaleur si importante et si durable depuis mille ans.

Les météorologues soutiennent qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours des phénomènes climatiques anormaux, le problème étant que le changement climatique en augmente la fréquence et l'intensité. Les experts incitent les divers gouvernements à prendre sérieusement en compte ces faits de façon à agir - au moins pour ce qui relève directement de l'activité humaine dans la pollution de l'air, de l'eau et du sol - tant sur le plan de la prévention que sur celui d'une intervention d'urgence dès qu'apparaissent les premières manifestations de ces phénomènes. De leur côté, ces gouvernements, à commencer par ceux des pays les plus développés et les plus pollués se querellent sur les pourcentages de diminution de la pollution et sur les engagements respectifs à prendre pendant un nombre donné d'années de diminution des émissions toxiques dans l'air que nous respirons. Des engagements solennels ont été pris par de nombreux Etats, à l'exception des deux qui seraient, aux dires de tous, les plus pollués: les Etats-Unis et la Chine. Et, quoi qu'il en soit, on n'a pour l'instant enregistré aucun progrès tangible vers une diminution de la pollution.

Quel rapport, nous dira-t-on, avec les incendies en Russie?

Et bien le fait est qu'à chaque catastrophe - inondations, incendies, etc. - tous les moyens de désinformation bourgeois incriminent des phénomènes climatiques anormaux: pluies torrentielles, tornades de grande puissance, canicules, comme étant la cause du désastre; puis, dans un deuxième temps suit ce qui est devenue une litanie habituelle, l'avertissement fataliste: si rien n'est fait d'ici 10, 20 ou 30 ans pour mettre fin à la pollution atmosphérique, la vie de la planète et l'homme qui l'habite, subiront un coup terrible dont ils auront bien du mal à se remettre... Et le même fatalisme recouvre l'impuissance congénitale d'une société où il est considéré comme inévitable qu'il y ait de la délinquance, des assassinats, de la corruption, du harcèlement, de l'injustice: si on arrête un incendiaire, demain il y en aura un autre puis un autre encore...

Naturellement toutes les bonnes propositions des bourgeois éclairés par les prévisions catastrophistes des scientifiques se heurtent à ce qui est véritablement essentiel pour la classe bourgeoise de tous les pays: la bonne marche du capitalisme national, la rentabilité et la compétitivité des entreprises nationales, la puissance économique du pays grâce à laquelle elle se maintient ou non son poids politique dans le monde.

Le capital n'a pas de cœur, il n'a pas de cerveau; mais il a la faculté de répéter à l'infini - s'il n'est pas stoppé une fois pour toutes -

(Suite en page 8)

LA RUSSIE BRÛLE

(Suite de la page 7)

le mécanisme économique implanté il y a plus de deux siècles qui pousse son mode de production à une hyperfolie productive exploitant de façon sauvage toutes les énergies, qu'elles soient vivantes et renouvelables ou non, toutes les réserves fossiles et inorganiques pour se reproduire à une échelle toujours plus large. Même des enfants peuvent comprendre que les catastrophes «naturelles» ou sociales, comme les crises économiques, font partie intégrante des conséquences du mode de production capitaliste et de son développement effréné et incontrôlable.

Il est impossible d'empêcher le capitalisme répandu sur toute la planète et concentré particulièrement dans les pays déjà développés (Europe, Amérique et Japon) ou dans les pays en industrialisation rapide et forcenée (comme la Chine, le Brésil, l'Inde ou même la Russie) de suivre cette course aveugle au développement; il est impossible de régler ou de «planifier» le développement capitaliste de chaque pays pour l'orienter en direction des besoins vitaux réels du genre humain, pour produire de façon sensée en éliminant tout ce qui est néfaste à l'environnement naturel et à la vie humaine. Tant que régnera le mode de production capitaliste, la société fondée sur ses impératifs de valorisation du capital et de production de profit sera

sous la domination exclusive de la classe bourgeoise et il ne sera pas possible d'avancer vers une société où ce seront les besoins humains et non les impératifs du marché qui dicteront les modalités et les objectifs de la vie sociale.

En Russie comme dans tous les pays capitalistes, des lobbys et des multinationales existent dans tous les domaines économiques et financiers et ils pèsent d'un poids déterminant dans les orientations des gouvernements.

C'est ainsi que l'honorable Vladimir Poutine est devenu le principal agent des intérêts des lobbys et des multinationales du bois. Grâce à la réforme du code forestier qu'il a fait avaliser en 2006 (lorsqu'il était président), ces derniers ont pu avoir toute latitude pour exploiter comme ils l'entendaient les forêts sur lesquelles ils avaient mis la main. Le point central de cette réforme était le passage d'un système de gestion et de contrôle centralisé des ressources forestières à un système géré par les régions, à une sorte de fédéralisme forestier. Les forêts et les bois de Russie représentent 22% du patrimoine forestier de la planète, soit une superficie de 809 millions d'hectares (superficie deux fois plus grande que l'Union européenne).

Cette réforme répondait aux intérêts des lobbys du bois, parmi lesquels la multination-

nale *Ilim Group* a été la plus active pour la faire adopter; une des conséquences de cette réforme a été de resserrer les liens des entreprises forestières avec les autorités locales - plus facilement et à moindre coût domestiquables - de façon à accélérer une méthode déjà expérimentée: couper rapidement les arbres, vendre le bois et quitter la zone. Le nouveau code forestier a permis à l'Etat central de supprimer 70.000 emplois de gardes forestiers dont un des rôles était la prévention des incendies.

La société *Ilim Group* est une *joint-venture* (50 - 50) entre le conglomérat russe *Ilim* et l'entreprise américaine *International Paper*, la plus grande entreprise mondiale de production de papier et de cellulose; l'ancien chef du département légal de cette joint-venture n'était autre que... Dimitri Medvedev, l'actuel président russe (1)...

A la suite des dommages causés aux cultures par les incendies, le gouvernement russe a annoncé l'arrêt des exportations de blé jusqu'à la fin de l'année. Cette annonce a aussitôt provoqué une flambée spéculative sur les marchés de Londres et de Chicago: les traders, intermédiaires et producteurs se sont mis à saliver aux nouvelles de cette catastrophe. La hausse des prix du blé va les enrichir tandis qu'elle va appauvrir, voire même affamer, les prolétaires et les masses pauvres de la planète. Sous le capitalisme les catastrophes ne le sont pas pour tout le monde...

La Russie brûle, mais ce n'est pas un incendie social qui la frappe. Le prolétariat

n'a pas encore repris le chemin de la lutte de classe, qui est la seule solution pour pouvoir en finir définitivement avec un mode de production qui n'engendre plus que des catastrophes, des guerres et des malheurs pour la majorité de la population de la planète; il n'a pas encore retrouvé son objectif historique de révolutionner toute la société, sans hésiter à employer la violence révolutionnaire pour mettre fin à l'extraordinaire quantité de violences et de destructions provoquées par le capitalisme, jusqu'à arriver à la société sans classes, le communisme.

Sans doute les forces de la nature ne pourront pas être bridées même par la société communiste; mais celle-ci sera organisée pour la satisfaction des besoins des générations humaines présentes et à venir, sur la base de rapports harmonieux avec la nature. Il y aura toujours des tremblements de terre, des éruptions volcaniques, des crues, etc.; mais toutes les précautions pourront être prises, à commencer par l'emplacement des habitations - en supprimant aussi l'antagonisme entre villes et campagnes - jusqu'à l'attribution de ressources suffisantes à la connaissance et l'étude scientifique des problèmes de la vie sur terre, dès lors que ce ne sera plus la course au profit qui déterminera les priorités de la société. Le capitalisme définitivement enterré, l'humanité pourra enfin sortir de sa préhistoire.

(1) cf *II Manifesto*, 10/8/2010

Le gouvernement accroît la répression et attise le racisme LES TRAVAILLEURS DOIVENT RÉPONDRE PAR LA SOLIDARITÉ ET LA LUTTE DE CLASSE !

Les déclarations sécuritaires du gouvernement de cet été et les expulsions à grand spectacle de Roms ont d'abord suscité chez les partis de gauche un silence prudent: ils redoutaient en effet de tomber dans le «piège» de Sarkozy, c'est-à-dire de ne pas se montrer assez répressifs! Ils ont fini cependant par élever la voix, si l'on peut dire, en appelant à des manifestations «citoyennes», autrement dit surtout pas de classe, autour d'un appel qui réaffirmait leur soutien au maintien de l'ordre et la fidélité aux «valeurs républicaines» symbolisées par la Troisième République dont ils avaient choisi l'anniversaire comme date des manifestations. A cette occasion, une véritable union politique s'est nouée, dépassant les frontières classiques de la gauche puisque des représentants du Modem y ont participé. L'appel

Les actions répressives, les déclarations sécuritaires et xénophobes du gouvernement de cet été ne constituent en rien une «dérive» inattendue qui, de plus, remettrait en cause des «principes républicains»; elles s'inscrivent au contraire dans la politique classique suivie par tout gouvernement bourgeois, de droite ou de gauche, lorsque les tensions sociales s'accroissent ou risquent de s'accroître.

Dans ces moments-là, la désignation d'une catégorie de la population comme **bouc-émissaire** a pour fonction de défendre les privilèges de la classe dominante, et plus généralement de protéger le système économique et social existant, en détournant le mécontentement sur une cible facile qui est accusée de tous les maux: aujourd'hui les Gitans, hier les Juifs (et les Gitans aussi!). Mais les bourgeois s'efforcent en outre toujours de trouver ces boucs-émissaires parmi les classes exploitées pour paralyser les luttes en **divisant les travailleurs entre eux**. La division savamment entretenue entre travailleurs français et étrangers, le recours permanent à la répression, parfois ouverte et sanglante, parfois limitée aux pressions et bavures policières, ont été et sont toujours une **constante du capitalisme policier**.

Démontrant qu'ils étaient parmi les plus brutaux des exploités, les capitalistes français ont bâti leur puissance et leur richesse dans le sang des prolétaires français et immigrés et des populations déshéritées d'Afrique et d'Asie. La Troisième République que certains voudraient opposer comme antidote à Sarkozy et qui s'est élevée sur le massacre des Communards, n'a pas hésité à se lancer dans deux guerres mondiales et dans plusieurs guerres coloniales pour défendre les intérêts des grands et moins grands capitalistes français. Les IVe et Ve Républiques qui l'ont suivie n'ont pas dérogé à cette sinistre tradition.

Sans faire l'historique de tous les massacres coloniaux, il suffit de rappeler le massacre de centaines de travailleurs algériens à Paris en 1961, de dizaines de manifestants à la Guadeloupe en 1967 sous un gouvernement gaulliste, ou la responsabilité française dans le génocide qui fit des dizaines et des dizaines de milliers de morts au Rwanda en 1994 sous un gouvernement de cohabitation Mitterrand - Balladur.

Aujourd'hui encore des soldats français participent à la guerre en Afghanistan tandis que d'autres continuent à assurer en Afrique la défense des intérêts néo-coloniaux y compris par des actions «antiterroristes» clandestines (comme en Mauritanie).

Ceux qui, tout en affirmant leur respect de l'«ordre public»,

rassemblait les syndicats, le PS, le PCF, les Verts, le Parti de Gauche de Mélenchon, le NPA, le PCOF, Attac, la Ligue des Droits de l'Homme, etc. L'ancien leader étudiant Daniel Cohn-Bendith avait appelé dans un article du *«Monde»* du 17 août, à une réponse «sociale, éducative et répressive». Bref, il s'agissait d'une union politique des défenseurs de l'ordre bourgeois, ne fustigeant que de prétendues «dérives anti-républicaines» du gouvernement.

Dans le tract ci-dessous nous avons essayé de rappeler d'une part ce que sont en fait ces traditions républicaines et d'autre part que la seule réponse possible du prolétariat ne peut se situer sur ce terrain fondamentalement anti-ouvrier, mais sur celui de la solidarité et de la lutte de classe.

protestent contre les menaces que feraient porter la politique répressive gouvernementale à la «cohésion de la société» et à la «paix civile», voudraient faire oublier que cette société est **divisée en classes opposées**, que la classe dominante bourgeoise y mène en permanence une **lutte de classe contre les prolétaires**, et que l'ordre public est celui du capitalisme, voleur, piller et meurtrier.

L'accroissement continu des mesures répressives, auxquelles la Gauche a contribué quand elle était au gouvernement, le recours toujours plus fréquent à une véritable justice expéditive contre les manifestants (comme lors du procès des jeunes interpellés de Villiers-le-Bel), le déploiement massif de forces policières surarmées (y compris avec hélicoptères et engins blindés!) pour «rétablir l'ordre» dans les quartiers prolétaires, font partie de cette véritable **guerre civile larvée** qui est inséparable du capitalisme. En font également partie les rafles, emprisonnements et expulsions de travailleurs sans-papiers et leurs familles, et plus généralement toutes les attaques économiques et sociales contre les travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

Face à cette politique anti-prolétarienne qui s'explique en dernière analyse par les besoins du capitalisme, il est vain d'en appeler au respect des **phrases mensongères** qui se trouvent dans les Constitutions ou sur le fronton des mairies; sous le capitalisme il ne peut y avoir d'égalité ni de fraternité entre les classes et la seule liberté qui existe est celle qui est réservée aux bourgeois: la liberté d'opprimer, d'exploiter et d'écraser pour s'enrichir. Les discours doucereux des réformistes sont des **tromperies**: pour répondre à la xénophobie et à la répression étatique, les travailleurs n'ont pas d'autre solution que la **solidarité avec leurs frères de classe** et les masses opprimées et la **lutte ouverte contre le capitalisme**.

Non aux mesures répressives, aux discriminations et expulsions contre les «gens du voyage» et les Roms!

Libération des jeunes condamnés pour l'exemple après les émeutes de Villiers-le-Bel, Grenoble et ailleurs! Régularisation immédiate des travailleurs sans-papiers! Non au contrôle de l'immigration!

**Retrait des troupes françaises d'Afghanistan et d'Afrique!
A Bas le racisme et la xénophobie, à bas l'impérialisme, vive la lutte internationale des prolétaires!**

28/8/2010

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e liste 2010

Aurillac: 8,30 / Bastien: 30,00 / Elena: 120 / Eric: 7,50 / Georg: 10,00 / Gilbert 01: 42,50 / Gilbert 69: 11,50 / Thionville: 32,50 / Les Niveleurs: 2,32 / Paris: 900,00 / Santander: 24,50 / Tewfik: 92,50 / Tours en souvenir de Mackie: 95,00 / Victor: 80,00

Total liste: 1456,62
Total général: 3276,67

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France:
NOUVELLE ADRESSE:
PROGRAMME, B.P. 57428
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**